

la gueule ouverte

**L'ARMÉE
SAUVE PARIS
DE LA PESTE**



LE SCANDALE DE LA SEMAINE

L'ARMÉE SAUVE PARIS DE LA PESTE



Mais oui ! Bien sûr ! C'est l'armée, qui a sauvé Paris ! Le Paris regorgeant de détritrus, de merde, de gaspillage gênant à l'œil et à l'odorat ! Un scandale, cette pourriture sur nos trottoirs !

L'armée briseuse de grève.

Où est-il, le vrai scandale ?

Tous les jours, à l'aube, discrètement, loin de nos yeux, les esclaves du tiers-monde débarrassent nos déjections. Pour nettoyer le million d'ordures annuel de la capitale, sont employés cinq mille salariés : 1200 seulement sont titulaires. Les autres, africains, nord-africains, sortent de leur foyer, de leur sommier

chez un marchand de sommeil, pour collecter notre gaspillage irresponsable. Au bout de plusieurs mois, l'immigré touche un bleu et quelquefois des gants. Au bout de cinq ans, une veste de cuir. Les trouffions, réquisitionnés dans l'indifférence générale pour briser la grève des éboueurs, étaient bien équipés, eux...

Les mains nues, sans vêtements de travail, c'est grâce à la grève que les éboueurs, d'habitude ignorés, méprisés, ont découvert qu'ils étaient indispensables. Et les populations, qu'ont-elles compris ? Sont-elles solidaires de ces justes luttes, ou bien remercient-elles secrètement l'armée comme elles remerciaient les forces de l'ordre forçant les postiers à acheminer cartes de vœux et étrennes sans avoir obtenu satisfaction à leurs revendications ?



ISABELLE MONTE EN CHAIRE

*C'est quand on touche le fond
qu'il faut savoir donner le coup de talon
pour remonter en surface.*

Après un mois de fonctionnement de la «Gueule Ouverte» nouvelle formule, hebdomadaire, compte tenu de la difficulté momentanée de correspondance, j'ai envie, aujourd'hui, d'utiliser ma page à faire un peu le point sur notre démarche, nos rapports avec vous, nos projets. Souvent, le lecteur se plaint de ne pas nous connaître, d'avoir avec nous la même relation qu'avec n'importe quel journal, mis devant le fait accompli de nos transformations ou actions. Nous aussi, on se plaint un peu: le lecteur nous consomme, ne participant ni à la rédaction ni à la vie (extérieure ou interne) du phénomène «Gueule Ouverte» qui aimerait ne pas se limiter à une existence sur le papier mais être un centre itinérant de recherche et de

A lors, qui sommes-nous, nous les tout puissants rédacteurs? Commençons par ces petits veinards de permanents salariés, au nombre de quatre.

D'abord, le personnage central, redoutable, redouté, malheureux de l'être: le metteur en page, Michel Chénel. On lui avait demandé de concocter un truc radicalement différent de l'ancienne GO. Quelque chose de plus charpenté, moins touffu, plus facile à pénétrer, moins grisâtre. Fort de ça, il en profite pour nous maintenir dans des normes draconiennes que je vous donne brièvement pour le cas, souhaitable, ô combien, où la plume vous démangerait. D'un œil distrait vous avez pu le constater, le journal est composé, en gros, de pages entières (135 lignes dactylographiées de 60 signes chacune), de demies pages (72 lignes de 60 signes) et de tiers de pages (50 lignes de 60 signes). Un envoi de votre part ne correspondant à aucun de ces lignages risque fort de finir au fond de l'extensos de Martine, faut bien le dire, ou alors de me fâcher définitivement avec Chénel. Or, j'ai la faiblesse de ne pas vouloir être brouillée avec un Monsieur qui connaît la racine grecque de pratiquement tous les mots de la langue française, qui chante indifféremment comme Louis Armstrong ou Yves Montand, et qui n'est pas le dernier à payer sa tournée à l'annexe de l'autre côté de la rue là où, merci Providence, le flipper est en panne.

Deuxième personne importante, malgré son apparente fragilité, la malignité ridicule de son tour de taille et sa bonne humeur jmenfoutiste à toute épreuve: la mère Joly. Martine. Secrétaire de rédaction,

pas moins. Je compte sur elle (inconscience...) pour avoir de l'ordre à ma place, c'est pourquoi je lui ai offert le joli extensos vert cité plus haut dans lequel nous classons, plutôt que d'avoir le mauvais cœur de les renvoyer à leurs auteurs, tous les textes qui nous embarrassent. Martine fait tout, dans cette baraque (1): sait tout, lit tout, critique, corrige, bouffe, répond au téléphone, va au cinéma, bouffe, reçoit les gens, garde les gosses, tient les petits comptes internes au bureau, fait la vaisselle, rigole et bouffe encore un petit coup. Si vous voulez corrompre Martine, joignez donc à vos envois un petit quelque chose genre Kouglouf ou brioche, ou même entrecôte marchand de vins, elle ne crache pas dessus non plus...

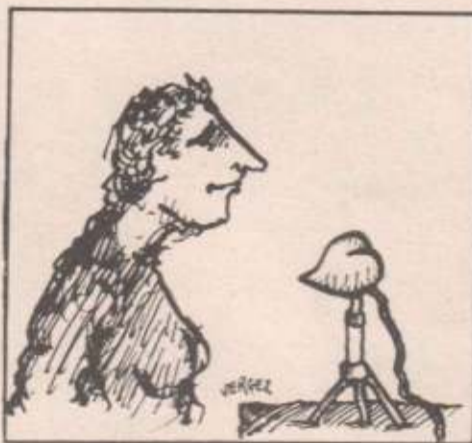
A la table du fond, sous laquelle il a du mal à caser ses grandes guibolles, près de la fenêtre et du radiateur, c'est Jean-Marc Bernard. Il restera dans l'histoire pour avoir été le brillant organisateur solitaire de Censeau. C'était pas de la tarte, les quelques trois mille personnes qu'il y a reçues peuvent en témoigner... Jean-Marc, son boulot, c'est ça (du moins, ça serait ça si vous l'aviez compris): être le pilier de toutes les activités parallèles au journal. Il devrait (nous comptons qu'il le serait) être submergé sous les demandes du genre: «On organise une soirée discussion - GO, peux-tu nous passer une annonce dans le canard, t'occuper de nous faire tirer des affiches, nous envoyer des conférenciers?» Savez-vous qu'aucun des écrivains de la GO ne refuserait, dans les possibilités de son temps disponible, de se déplacer quelque part pour discuter un de ses articles? A condition, bien sûr, qu'il s'agisse d'avancer dans la réflexion et pas d'animer la MJC moribonde ou de faire vendre un quelconque produit. «Jean-Marc, notre région est dans la merde écologiquement, politiquement, socialement, connais-tu une association qui puisse nous aider? Viendrez-vous nous voir? Qu'est-ce que la GO peut pour nous?», etc.

Parenthèse: sondage Figaro-Sofres, j'entends ça à l'instant dans ma TSF, «les Français n'ont jamais été aussi pessimistes.» C'est le moment de s'aider les uns les autres à y voir clair et à se sortir du pétrin, non? C'est le moment de se serrer les coudes, de réfléchir ensemble, partout où on se trouve, et d'organiser la lutte et la survie. La GO est là pour servir de caisse de résonance. A défaut de lettre, téléphonez à 331-17-93.

Chénel pour le contenant, Martine pour le contenu, Jean-Marc pour la vie, reste Isa-

belle, quatrième permanent, pour le côté passionnel, les insomnies, les coups de gueule, les initiatives et les erreurs. Pas la peine que je vous parle de moi, depuis le temps que je raconte ma vie à Charlie Hebdo d'abord et puis ici, vous me connaissez, vous savez tout. Je rappelle juste un truc: «La Gueule Ouverte», j'y crois. Et je m'y donne à fond.

Tous les autres sont des pigistes. Même Arthur, cet adepte occitan de la chaise longue qui ne peut pas s'empêcher de venir chaque semaine à Paris faire notre boulot à notre place. Même Laetitia Blars, notre conscience politico-syndicaliste. Même Laurent Samuel, notre espion, l'ubiquiste de l'écologie: militants, méfiez-vous, vous ne pouvez pas vous réunir à plus de deux sans que Laurent Samuel soit au courant, regardez bien, peut-être est-il déjà parmi vous...



Ce monde-là se réunit le mardi après midi pour préparer les deux prochains hebdomadaires. Passez donc nous voir. Pour la modique somme de cinq à huit francs, vous aurez même le droit de bouffer à la soupe familiale que je mijote en cachette au sous-sol pendant la réunion. En fait, j'y pense maintenant, je crois que c'est pour ça que j'ai quitté Charlie Hebdo: pas moyen d'y faire la cuisine...

Question friç, c'est pas la joie, mais c'est pas la mort non plus. On n'en est pas à demander la charité. Tout ce qu'on demande, c'est d'avoir un fonctionnement sain, basé sur l'intérêt que les lecteurs prennent à nos efforts. Si, vous aussi, vous croyez à l'utilité d'un canard comme la GO, même imparfait, achetez-nous, poussez les copains à nous acheter. Et puis aidez-nous à avoir une existence réelle dans vos villes, vos villages, vos

quartiers, vos associations, vos groupes. Nous tenons beaucoup à nous décentraliser, mais ça peut difficilement se faire artificiellement: si ce n'est pas vous qui nous avez creusé un trou et une galerie pour y parvenir, ça devient du parachutage.

Exemple: la semaine du 9 au 15 décembre, on se lance, faut bien commencer. On se parachute à La Roche-sur-Yon. On a lu dans «Le Quotidien de Paris» que la municipalité, là-bas, organise un concours pour l'animation du centre ville. On s'est dit: ça va encore être une affaire de spécialistes et les populations, une fois de plus, seront baisées. Alors on y va, on s'y installe une semaine - ou davantage s'il le faut - pour faire le journal là-bas et participer au concours. On se posera dans un lieu public, et n'importe qui (tous les habitants) pourra venir travailler avec nous à ce numéro du journal, dont le dossier sera consacré à la ville et à sa région, et à la préparation d'un projet pour le concours: le projet, pour une fois, du menu fretin de la rue.

On n'a jamais mis les pieds à La Roche-sur-Yon, on n'y connaît personne, paraît que c'est sinistre, c'est vrai? C'est l'aventure. Ça sera peut-être complètement raté. Pas sûr que ça nous décourage. On ira quand même ailleurs une autre fois. Surtout si vous nous y appelez.

Seulement on n'a pas un rotin à mettre dans ce genre d'opération. On ne voudrait pas y foutre toute la paye du mois. On éviterait volontiers les hôtels pour loger chez l'habitant. D'ailleurs, ça ferait gagner du temps pour travailler ensemble. **QUI PEUT NOUS HÉBERGER A LA ROCHE-SUR-YON?** On est bien polis, bien propres et pas exigeants sur le confort. Si personne ne nous recueille, on ira quand même, se payant l'hôtel à deux ou trois. Tandis que si ça s'arrange, toute l'équipe viendra, ce serait quand même plus sympa.

Voilà, voilà, voilà...

Voilà le mois de décembre et son hypocrisie fétarde et consommatrice. Le mois le plus sinistre de l'année dans une France pessimiste, avec un président peu sûr de lui, des ouvriers malheureux, une économie branlante et un père Noël en toc. C'est de nous, tous ensemble, un ensemble d'individus pensants, conscients, vivants, tous différents et forts de leur réunion, c'est de nous que doivent venir la joie et la révolte constructive.

(1) quand elle est là...

Sept femmes au parlement – Des milliers en France – Pour qui, au nom de qui les députés parlent-ils ?

Une loi pour qui ? Pour rassurer les hommes ?

Pour les femmes, en tous cas, rien à attendre d'une quelconque législation.

LS ne veulent pas comprendre. Et pourtant, c'est simple. Une loi interdit l'avortement et en condamne les protagonistes. Malgré elles, plus de 500 000 femmes avortent volontairement chaque année. En clair : la répression d'un « délit » n'empêchera **jamais** quelqu'un de bien décidé de le commettre. Imaginez-vous les jolis messieurs du parlement votant une loi interdisant la criminalité ? Il y a des lois dans ce domaine, et la délinquance s'accroît, malgré – là aussi – l'injustice de classe de la punition.

1920 : il y a six ans qu'après avoir assassiné Jean Jaurès, les nationalistes français ont envoyé par centaines de milliers leurs fils attraper le vilain Guillaume. La fleur accrochée au fusil à Paris ne voit pas Berlin et se fane dans les tranchées, noyée de sang. On s'est – intelligemment – massacré pendant quatre ans. Ensuite, quoi de plus simple, on a prié ces dames de mettre leurs utérus

une fois de plus au service de la nation. Et cette fois, pas de resquille. On manque de chair à canon, refaites-nous de la matière première. Pas d'avortement ! Vous seriez des criminelles.

Le sénateur américain Gordon Roseleip a exprimé, en quelques phrases, l'idéologie qui, depuis cinquante quatre ans chez nous, cantonne les femmes à la production (travaillez, vous revendiquerez après...) : « La contraception est un complot antimilitariste. Les soldats se recrutent, en effet, dans les classes laborieuses. Si on donne des contraceptifs aux pauvres, où allons-nous trouver les hommes qui se battront pendant la prochaine guerre ? »

Car il en faut, de la viande, pour que les hommes continuent à jouer à la guéguerre.

Qui n'a pas sa grande guéguerre s'en fait une petite : faute de vilains allemands, on traquera les vilaines femmes. Comme d'habitude, on réprime au lieu de prévoir, sans même songer à se poser une question pourtant bien évidente, Odette Thibault la pose dans *Le Monde* du 21 novembre 1974 : « il faut revoir les conditions d'exercice de la fonction maternelle, car si on doit obliger la femme, de par la loi, à l'accomplir, ne serait-ce pas parce que ces conditions ne sont guère propices ? »

Voilà la logique masculine : puisque les femmes ne veulent pas d'enfants, inutile de perdre du temps à les y inciter, il faut les y obliger. Coûte que coûte. Et tant pis pour le déchet.

Aujourd'hui, on ne fait plus – et pas encore – aux femmes le coup de la repopulation. Après tout, la voix du devoir, certaines, de gauche comme de droite, s'y sont laissées prendre. Non. On nous fait le coup du respect de la vie. On nous parle de l'embryon « œuvre d'amour ». Comme si, en 1974, la vie des gens, et des femmes en particulier, était respectée !! Comme si, en 1974, c'était dans l'amour qu'étaient conçus **tous** les embryons !!!

Tous à la production

Les 17 et 18 novembre dernier, l'association Laissez-Les Vivre a tenu son troisième congrès à Versailles. Bon nombre de beaux messieurs d'un âge certain se sont succédés à la tribune pour y débiter leurs âneries. Au programme, les vedettes internationales des mouvements frères, comme Pro Vita en Belgique, se félicitant d'empêcher que, dans leurs pays respectifs, soient promulguées des lois libéralisant l'avortement. Entre les applaudissements d'autosatisfaction, on n'entendait aucune phrase à prétention scientifique qui le soit vraiment. Ainsi, pour Delibes – cheveux en brosse, large nœud papillon sur un long cou maigre – il y aurait en France 25 000 avortements, tous perpétrés par cette entremise de mort qu'est le MLAC !!!

Odette Thibault, toujours, dans *Le Monde* du 21 novembre, voit les choses lucidement. Si l'on doit évaluer le nombre des avortements clandestins qui ont eu lieu depuis le rejet de la discussion sur la loi en décembre 73 (rejet dont les membres éminents de Laissez-Les Vivre, sont largement responsables), on doit compter entre 300 000 et 800 000 actes commis. En clair, avec « une mortalité de 1 pour 1000 et une stérilité définitive de 10 %, ce décal se solde ainsi : si l'on prend le chiffre le plus optimiste, par la disparition de 275 000 embryons, la mort de 275 femmes et 27 500 cas de stérilité ; si on prend le chiffre le plus pessimiste, par la perte de 726 000 embryons, le décès de 726 femmes et environ 72 600 cas de stérilité, sans compter le coût en douleur et en argent des curetages, soins et hospitalisations pour traitement des séquelles de l'avortement **sauvage**.

S'ils s'en tiennent à leurs chiffres, les braves tenants de l'ordre moral s'affligent de la disparition de quelque 25 000 embryons. La mort des femmes, les stérilités, on n'en parle pas. Puisqu'elles ont avorté, ces salopes, qu'elles crévent.

Laissez-Les Vivre aime ces charmants bambins si attendrissants. Rien de plus beau qu'un enfant, n'est-ce pas ? Et de nous sortir le mythe de l'innocence, qui enchaîne bien vite sur « avortement = massacre des innocents ».

Que cache tout cela ?

Loin de l'image du futur soldat, l'embryon que vous expulsez, Madame, est un futur travailleur. Le congrès de cette année a pour thème : « Progrès économique et respect de la vie humaine ». Parmi des phrases qui attestent d'une confusion mentale certaine, on saisit

AVORTEMENT, DROIT DES FEMMES

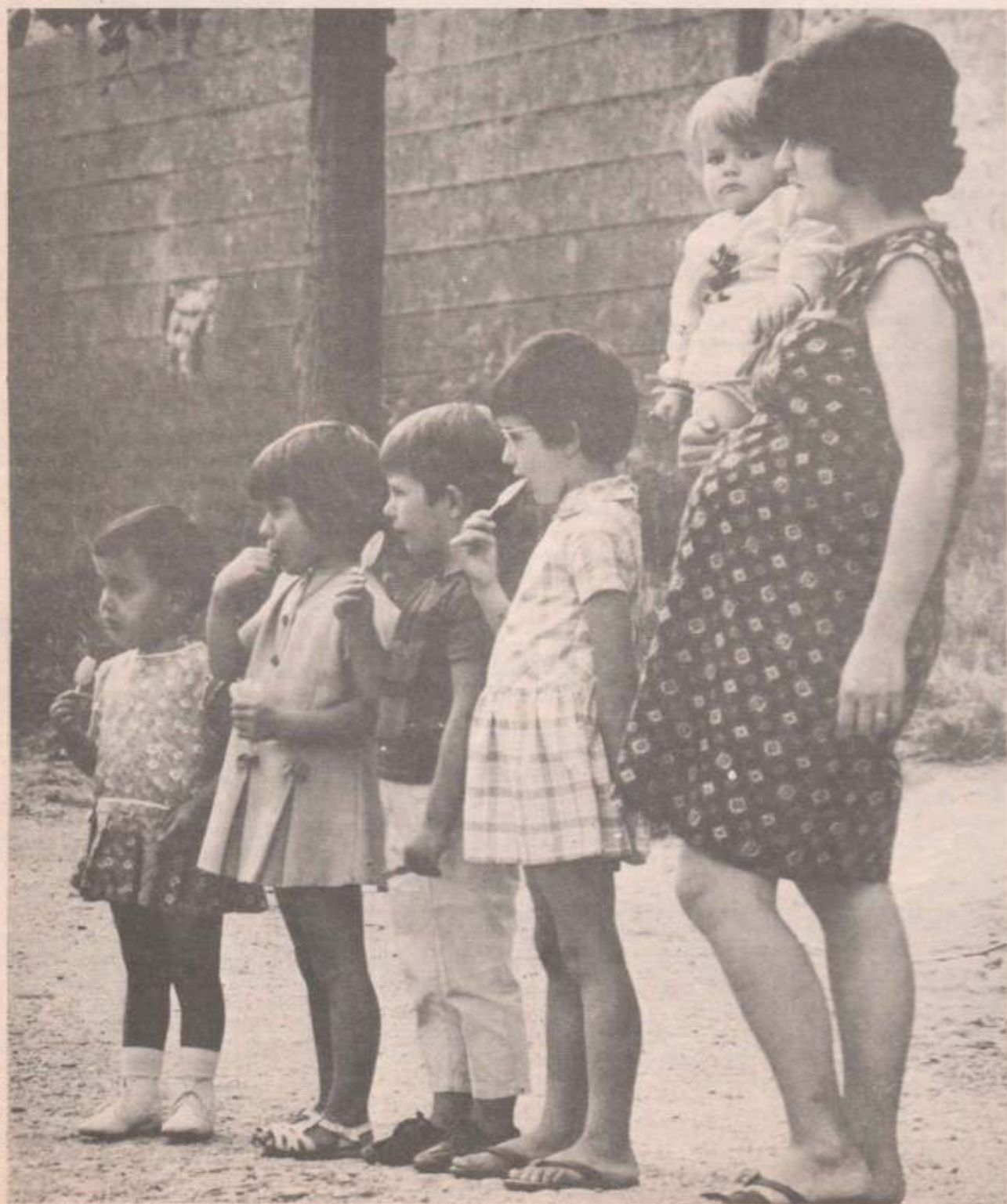


Photo René Mathé

Bientôt la médaille de la famille française.

quelques mots très explicites : en cette période de crise économique, il faut plus que jamais travailler, pour redresser la pente et continuer l'expansion; plus nous serons nombreux et plus le progrès sera grand : c'est aussi simple que cela. Chômage, profit and Cie ne sont même pas mentionnés. Ce qu'on veut et réclame, c'est une société d'amour. Sur les alliances, on ne fait pas le détail. Voici, glané dans le dernier courrier de Laissez-Les Vivre, n° 19 de novembre-décembre 1974, page 2 :

Fali

Diététique infantile Phosphatine fali

Réponse de la Direction générale à un de nos adhérents :

Paris, le 11 octobre 1974

Monsieur,

Je viens de recevoir votre lettre transmise par erreur à la Société JACQUEMAIRE, et concernant la publicité que nous avons fait paraître dans le journal MARIE-CLAIRE numéro d'octobre 1974.

Je ne pense pas que l'on puisse, comme vous le faites, dire que cette publicité est associée à l'article sur l'avortement paru dans ce journal.

En effet nous ne sommes pas maîtres du contenu des publications, mais je regrette que MARIE-CLAIRE ne nous ait pas informés du contenu de ce numéro en même temps qu'il acceptait notre publicité, et ait l'intention de m'en expliquer avec la Direction de ce journal.

De plus, il est évident qu'à titre professionnel, indépendamment de toutes opinions personnelles, je ne peux que souhaiter le plus grand nombre de naissances.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués.

J. MILLET.

Sans commentaires.

« La femme est donnée à l'homme comme l'arbre fruitier au jardinier » (code Napoléon)

« Affirmant la différence absolue entre la contraception et l'avortement, nous ne nous occupons qu'indirectement de contraception pour faire remarquer que dans le contexte érotomaniaque actuel de non-maltrise, la contraception artificielle ne s'oppose pas à l'avortement, mais y conduit ». Tel quel, c'est la prose du Docteur Paul Chauchard (voir photo), docteur en Médecine, docteur ès-Sciences, Directeur d'Études à l'École des Hautes Études, professeur à l'École des Psychologues Praticiens, Président du Comité National de « Laissez-Les Vivre ». Du même, toujours, (dimanche 18 novembre) : « en Inde, chez les populations pauvres, la contraception féminine a échoué : dans ces milieux-là, on adore les enfants. Alors, on a chargé les hommes d'assumer la contraception, et le résultat est positif. Car, quand les hommes prennent les choses en main, on sait que tout ira mieux ».

Voilà le fond du problème : refuser la contraception à la femme. La cantonner dans son pseudo-destin biologique, ne lui laisser aucune initiative dans le choix de ses maternités, la garder toute entière disponible au bon vouloir de son seigneur et maître : l'homme.

Quel autre motif en effet pour oser affirmer que le coïtus interruptus est la seule méthode de contraception qui ne conduise pas à l'avortement ?

Grande cause des avortements « dans le refoulement

névrotique de la maternité », « le droit féminin à la jouissance sexuelle irresponsable qu'on baptise du nom de libération de la femme ». Il n'y a pas que des hommes à « Laissez-Les Vivre ». Il y a aussi un bon contingent de dames respectables, pas toujours pauvres, qui se distinguent par leur aliénation. Ainsi, Madame C. Moyret, magistrat, qui écrit que « la femme a une vocation spécifique : la maternité. « Les plus grandes joies qu'une femme peut avoir dans sa vie sont liées à la maternité, et la femme ne trouve d'épanouissement, d'accomplissement que dans la maternité, et tout ce qui en découle ».

Bref, la femme, hors la maternité, et même dans celle-ci, est une mineure à qui l'on doit dicter ses actes, c'est une irresponsable.

Odette Thibault s'insurge : tout en laissant les femmes totalement responsables de l'éducation des enfants, et en les jugeant « capables » d'être mères, on ne les estime pas capables de choisir leur maternité. Mieux on (les hommes) laisse « planer la suspicion jusque sur la validité de leurs mobiles ».

Et c'est, curieusement (?), les mêmes idées que l'on



retrouve dans « l'exposé des motifs du projet de loi » qui sera discuté les 26, 27 et 28 novembre. Il faut, est-il écrit, que la femme, « en tout cas, ne se détermine pas sous l'impulsion d'une angoisse irraisonnée ou momentanée... Le refus de l'enfant à naître est souvent passager. Le colloque avec le médecin suffit parfois à faire prendre conscience à la femme de son désir profond de donner le jour à son enfant ». Là aussi, on parle déjà d'enfant. Une femme qui veut avorter devient une femme qui ne veut pas donner le jour à son enfant. Vilaine mère, va !!!

Tout aussi joli, dans le même texte, on lit aussi que « la prévention de l'avortement dépend aussi de tous les éléments qui peuvent concourir à développer dans le couple, et particulièrement chez la femme, une attitude positive à l'égard de la natalité ». Refus de maternité, devient là aussi attitude négative à l'égard de la natalité. Si vous voyez une grande différence avec ce que « Laissez-Les Vivre » appelle « refoulement névrotique de la maternité »...

Un projet de loi, donc, dit « libéral », amendé par l'opposition. S'il est présenté par l'actuel gouvernement et combattu par « Laissez-Les Vivre », - outre la référence catholique intégriste au respect de la vie - c'est que les analyses sur la dénatalité que l'on constate actuellement et depuis plusieurs années en Europe occidentale, sont très différentes. « Laissez-Les Vivre » en donne pour cause essentielle l'avortement, qui prati-

querait, selon ses idées, une saignée à blanc parmi les embryons, futurs pourvoyeurs de main-d'œuvre au service de la croissance. Le gouvernement, un peu plus intelligent, a compris que, puisque rien n'avait jamais pu empêcher l'avortement et que lorsque la croissance démographique était en hausse, il y avait autant d'avortements, relancer la natalité n'a donc rien à voir avec l'avortement. Au lieu de les répresser, ces petites mignonnes, on va les convaincre.

Les convaincre qu'avec des crèches, des allocations et des équipements sociaux, elles pourraient élever autant d'enfants qu'elles le voudraient, même si elles sont seules. Tout, plutôt que la remise en cause de l'actuelle démission des hommes devant les tâches éducatives. Ne seraient-elles donc pas si passionnantes, épanouissantes que ces messieurs le proclament ? On n'ose plus dire aux femmes : vous êtes, dans notre système de production dont il n'est pas question de remettre en cause la croissance, les fournisseuses indispensables de matière humaine.

On ne peut plus, parce qu'avec toutes les petites évolutions qui se sont passées depuis quelques années, les dames veulent au moins un peu de respect. Ce sont des machines qui ont une âme. Faut les ménager. Faut les convaincre.

C'est dans cette perspective qu'est - abusivement - assimilée l'adoption à l'avortement. Si vous ne voulez pas de votre enfant, vous pouvez avoir recours à l'adoption. L'exposé des motifs du projet de loi, et « Laissez-Les Vivre » font eux aussi l'amalgame : « Laissez-Les Vivre » le fait carrément, voulant mettre en contact les femmes enceintes refusant l'enfant et les couples sans enfants qui en désirent. Si, au niveau des intentions - en restant d'un humanisme bêtifiant - on peut penser qu'il s'agit d'assurer là une vie meilleure à l'enfant abandonné, au niveau de la réalité, c'est encore faire preuve d'aveuglement. Nous ne sommes pas dans une société d'altruisme. De même que l'on fait rarement un enfant par amour, c'est rarement par amour qu'on veut adopter. L'enfant est une image sociale pour les adultes, sans oublier sa fonction de report affectif, de report social : ce que je ne suis pas, tu le seras, toi, mon fils, que j'aime plus que tout.

C'est nier la réalité que traiter ce problème aussi légèrement. L'adoption est une bonne chose, mais à manier avec précaution vu ce que nous sommes, nous, les adultes. Les responsables de l'aide sociale - dans ce secteur - le savent bien.

Si le gouvernement va moins loin, il fait une confusion semblable : une femme enceinte qui « choisit » l'adoption, commence par abandonner son enfant. Avorter d'un embryon de quelques semaines, ou abandonner un enfant que l'on a senti bouger, pour lequel on a souffert, ce n'est pas la même chose. Déculpabiliser l'abandon, oui.

Mais ne pas faire croire que c'est aussi simple que cela. De la femme dépend l'abandon exclusivement, et elle « consent à l'adoption » (termes officiels). Elle ne décide pas de l'adoption, ce sont les adoptants qui interviennent le plus de ce côté du problème.

Un projet qui ne résoud rien

Où en est-on ?

Vous avez dix semaines, Madame ou Mademoiselle, pour vous présenter devant un médecin et un responsable social et exposer les motifs de la demande d'avortement. Vous ne devez pas décider seule, vous en êtes incapable. Donc, dans beaucoup de cas, l'information sur les autres possibilités, c'est-à-dire, le chantage, voire les pressions.

Questions : - quand, la femme qui travaille, trouvera-t-elle le temps de courir à ces deux entrevues, ?

- quand, la femme qui jusqu'à présent avait peur d'aller consulter un médecin pour « ses » affaires intimes, aura-t-elle la force d'aller raconter ses histoires, se montrer, etc... à des gens qui jusqu'à présent l'ont rarement aidée. (A ce sujet, le Mlac a constaté la défection des femmes après leur avortement : on y passe, et on se cache vite... il aurait fallu en tenir compte).

- quel prix ? par aspiration, qui demande quelques heures, ou avec curetage et donc plusieurs journées d'hospitalisation ? Les prix peuvent beaucoup varier. Monsieur Lucien Neuwirth, pour sa part, aimerait que des barèmes avoisinant 100 à 200 francs soient établis, faute d'obtenir la gratuité. (L'une des causes du

refus du remboursement de l'avortement est que, la contraception devenant gratuite, il faut que l'avortement coûte un petit quelque chose, afin que les femmes voient bien la différence. Quelles idiotes, n'est-ce pas ? Ne dirait-on pas qu'elles vont se faire avorter par plaisir ?). Il est probable que des dépassements seront possibles, sous diverses raisons. Le prix s'élèverait alors jusqu'à 2000 francs.

De toutes ces questions, et d'autres encore, non solutionnées, dépend la disparition de l'avortement clandestin, c'est-à-dire la fin du charcutage à domicile, dans les pires conditions. Il est sûr que dans l'état actuel du projet, que l'on accorde un délai de quelques jours de plus ou de moins au dépôt de la demande, des obstacles demeurent aux yeux de beaucoup de femmes et particulièrement de celles qui avaient recours à l'avortement artisanal, le pire, comme on dit pudiquement dans les journaux bien.

Sans oublier (exposé des motifs du projet de loi) ceci : « Enfin, les dispositions du code de la santé publique, réprimant toute propagande et toute publicité en faveur de l'avortement seront maintenues moyennant les adaptations indispensables ». C'est un peu comme la loi sur l'objection de conscience : elle existe, mais défense d'en parler. Si c'est comme cela qu'on croit dans les hautes sphères arriver à déculpabiliser l'avortement !!!

Un ordre fossile

L'ordre des médecins a sorti sa respectabilité et fait assaut de bêtise, réclamant, avec « Laissez-Les Vivre », que soit créé un groupe de médecins avorteurs, de médecins tueurs. Formé de vieux médecins coupés pour beaucoup de la pratique et engoncés dans une morale réactionnaire, l'ordre des médecins n'a plus à faire la preuve de son incurie : opposition à la contraception, déclarations anti-sémites lors de la parution du manifeste des 343, sanctions contre de jeunes jeunes médecins (voir Carpentier). On agite des sorcières qui sont sexe, révolution ; on défend des privilèges : c'est au médecin de décider, pas au patient, pas au client. Ne pas remettre en cause le pouvoir des médecins, la hiérarchie des médecins. Contre des médecins au service des gens, pour des gens au service des médecins (avec croissance exponentielle des revenus bien sûr).

Que l'ordre se rassure : quand bien même l'avortement serait remboursé par la sécurité sociale, les restrictions à une liberté de l'avortement sont suffisantes pour qu'un trafic lucratif se développe. Avortements tardifs, et clandestins, préférence accordée à des méthodes coûteuses : les cliniques sont assurées de substantiels bénéfices.

Ils feraient mieux d'ouvrir les yeux

Le 10 novembre, l'association « Choisir » a envoyé à tous les parlementaires un dossier intitulé : « causes et motifs des demandes d'avortement - un trimestre de correspondance (avril-juin 1974) - quelques documents, faits et chiffres ».

C'est ce qu'on appelle mettre le nez des députés dans leur caca : « Choisir » offre quelques échantillons des situations dont ils peuvent se considérer responsables puisqu'elles sont toutes intervenues depuis leur refus de discussion sur le sujet. C'est bref et précis. Pour ne pas comprendre, il faut être bête, ou plus simplement peut-être, un homme, avec des tas de choses à défendre, économiquement comme idéologiquement. La correspondance du mois de mai est publiée dans sa totalité. En voici quelques extraits :

« le 1^{er} mai 1974.

Madame,

Voilà douze jours que j'ai votre adresse, douze jours de lutte et de débat intérieur pour en sortir vaincue car j'ai beau tourner le problème dans tous les sens je sais d'avance que j'arrive toujours devant la même impossibilité à admettre ce qui m'arrive.

C'est mon docteur qui m'a donné votre adresse car il me connaît bien et sait bien que si personne ne m'aide j'y arriverai toute seule. J'y mettrai trois mois, quatre mois et demi comme il y a cinq ans mais je n'accepterai pas de mettre au monde un pauvre petit être dont je sais d'avance qu'il sera malheureux.

On n'élève pas d'autres enfants quand on sait ce qu'on a fait des quatre premiers. Mon mari est très âgé (plus de 60 ans), de plus il n'aime pas les enfants... j'ai perdu le sommeil, j'ai une boule d'angoisse dans la gorge et quand je vois le regard que mon mari pose sur moi en ce moment en ayant l'air de dire alors tu ne fais rien, tu vas encore nous en imposer un, j'ai peur de faire à nouveau de la dépression nerveuse et pourtant les quatre autres ont encore tant besoin de moi... je sais que je suis fautive, car j'ai oublié de prendre la pilule, mais j'ai eu tant de soucis et d'ennuis ces temps-ci. Avec mes sincères salutations »

« le 15 mai 1974.

Madame,

Je suis mère de six enfants. Je voudrais, Madame, que vous m'aidiez à pouvoir faire quelque chose puisque je me trouve de nouveau enceinte pourriez-vous me donner une adresse au plus vite puisque mes dernières règles sont de 12 mars.

Veuillez agréer Madame mes salutations distinguées. »



Cohabitation : Laissez-Les Vivre et droite allemande.

« mai 74.

Mesdames, Messieurs,

Je suis mère de deux enfants et ai accouché difficilement à chaque fois (césarienne). Je suis de nouveau enceinte alors que nous ne désirions plus d'enfants. Je pense que vous pourrez m'aider en m'indiquant où m'adresser le plus rapidement possible.

Je vous en remercie par avance ».

Le dossier est plein d'exemples précis. Les motifs sont multiples : trop d'enfants, fatigue, carrière ou études brisées en cas de maternité, ou tout simplement refus simple et net de la maternité.

Encore les femmes qui ont écrit font-elles partie de celles qui ont entendu parler de « Choisir » ou d'autres groupes.

Ce qui saute aux yeux d'abord, c'est que dans la majorité des cas, c'est la femme seule qui a pris sa décision, de même que les auteurs de lettres, sur trois mois, sont à 80,35 % des femmes, contre 7,53 % d'hommes et 12 % de lettres « asexuées »...

Ce n'est donc pas un hasard si les adversaires de l'avor-

tement sont ceux qui se barricadent derrière ce qu'ils pensent - à juste titre !!! - être un rempart solide : l'homme, ou le couple, c'est-à-dire tout sauf la femme seule. Ainsi M. Bolo, rapporteur-démissionnaire-démissionné du projet de loi, dont les idées sont quasiment les mêmes que celles de « Laissez-Les Vivres » demande que « chaque fois que c'est possible, le couple participe à la consultation ». Jean Briane, carrément : « ce n'est pas un problème de femme ».

Les députés, en effet, sont partagés, les pauvres !! Bertrand Flornoy est « intellectuellement déchiré ». Marc Becam a un « cas de conscience ».

Laissons ces pauvres messieurs à leurs angoisses, à leurs sueurs froides qui n'entament ni leur confort ni leur chair. Une pensée émue pour eux : n'ont-ils pas souhaité qu'au plus vite l'atmosphère politique cesse d'être empoisonnée par le débat sur l'avortement ? Qu'on en finisse vite avec ces histoires de femmes ! Qu'on en revienne à des débats plus nobles à traiter entre hommes !

Et penser que ce sont ces gens-là qui nous dirigent, qui nous imposent, à nous, les femmes, leurs lois ridicules.

Du sang honteux à la loi utile (pour qui ?)

Voici, mesdames : vous avez bien crié, hurlé, on vous donne une loi. A la niche, maintenant, à la maison, j'entends les enfants qui s'agitent...

On peut se demander pourquoi un gouvernement giscardien a politiquement laissé passer une loi libérale. N'avait-il pas besoin, dans le contexte actuel de luttes sociales, de faire passer une loi semblable, touchant l'ensemble des français, et ce, pour mieux faire avaler le reste de sa politique ?

Une question est à poser : la libéralisation, même totale, de l'avortement, est-elle en elle-même subversive ?

Une libéralisation, quelle qu'elle soit, ne peut être subversive que si elle remet en cause les fondements même du problème qu'elle résout. A la limite, l'avortement libre, accompagné de mesures sociales natalistes, ne critique pas la situation qui crée l'avortement : cette situation est la domination idéologique, culturelle, sexuelle et politique des femmes par les hommes. Tout bêtement, logiquement, sans faire appel à la dialectique chère aux camarades révolutionnaires, tout est lié : quand les femmes ne disposent pas de la liberté d'être ce qu'elles veulent, à savoir des femmes, des mères ou autre chose, tout s'enchaîne : dès qu'elles se retrouvent mères, à quelques exceptions près, les femmes sont bloquées sur tous les autres plans. Elles ne sont plus seules, puisqu'un autre être dépend d'elles. C'est ainsi qu'elles en viennent elles-mêmes à aliéner délibérément leur propre comportement.

Les hommes qui nous gouvernent n'ont aucun intérêt à ce que la situation change : il faut que les femmes se définissent en tant que mères. Que ce soit par rapport à une maternité acceptée ou refusée. Il faut que la grossesse soit leur problème à elles seules (même si l'homme s'y intéresse...). Que la venue au monde d'un enfant leur pose à elles des problèmes, mais qu'en aucun cas l'homme n'en soit inquiet.

Croyez-vous que des députés n'auraient pas une idée différente de la question si, depuis un bon bout de temps, les femmes avaient mis les hommes au pied du mur : « tu as voulu cet enfant, tiens, le voilà, occupe-toi de lui ».

Peut-être alors que les hommes remettraient en cause leur propre fonction au sein de la production capitaliste. Mais tant que les femmes acceptent délibérément toutes les charges de la maternité, pourquoi voulez-vous que les hommes s'occupent de ces problèmes ?

Nous servons d'alibi : du bout des lèvres, ces messieurs vont discourir de nos problèmes. Nous ne les intéressons que dans la mesure où nous pouvons servir à quelque chose.

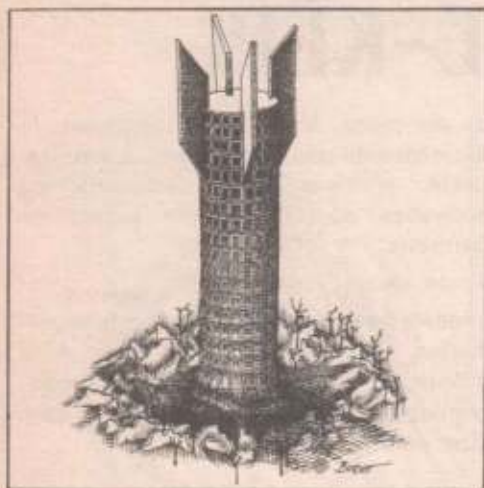
On veut nous utiliser pour cautionner une loi bidon qui servira à redorer le blason social d'un gouvernement déjà terni.

Oui, il faut libéraliser l'avortement, mais totalement. La loi n'existe que pour donner des limites.

Que la loi passe ou ne passe pas, plus que jamais les femmes devront lutter pour la libre disposition de leur corps.

Laetitia Blars

ÉCOLOGISTE, PRENDS GARDE A LA TOUR !



JE n'étais jamais entré dans l'énorme gâteau/au chocolat de la porte Maillot. D'abord parce que je déteste la porte Maillot. Deux Napoléon, un baron Haussmann et un de Gaulle, c'est trop. Dans sa version actuelle, ça fait plus pompidolien que gaullien. C'est prétentieux, bête et riche, cette espèce de phallus posé sur un palais de Chaillot à peine new-look.

Air-terminal avec voix d'Orly, air-conditionnement, boutiques de Paris avec fausses rues et faux rétro, escalators et hauts-parleurs partout, pub international avec des gens très « in » entre deux escales.

Au premier étage, le choc. Quelques écologistes barbus, chevelus, duffle-coat et sac US en bandoulière, donnent le ton : Le palais des congrès accueille pour trois jours le mouvement « Nature et Progrès ».

C'est quoi le progrès les mecs ? L'air conditionné ? L'architecture technocratique ? Le style rétro ?

Les barbus-chevelus et le tout-venant qu'on rencontre dans tous les congrès avaient quand même un signe distinctif commun : le petit macaron avec le nom matricule épinglé sur la poitrine. Comme chez I.B.M. C'est peut-être ça le progrès ?..

Pas de macaron sur ma poitrine, pas d'inscription réglementaire. De quoi se sentir presque marginal.

Pour quatre francs, j'ai quand même eu le droit de pénétrer dans le hall d'exposition. Alors là, les mecs, tenez-vous bien : Foire de Paris avec foule au coude à coude, petits stands bien propres avec affichette design, et tout et tout...

Saucisson, pain, vin, blé, fumier, littérature ; tout s'y vendait pourvu que ça sente un peu l'écologie.

Même l'architecture... Au fond, j'ai vaguement aperçu un panneau faisant de la pub pour un hameau écologique. C'est pour quand le « BATIMAT » de l'architecture écologique ? « A peine plus cher que le traditionnel - c'est pas vrai, c'est beaucoup plus cher ! - nous vous offrons clé en mains, la seule, la vraie maison écologique, technologie douce et recyclage de vos déchets. Ding-ding, musique... »

Le stand de la Gueule Ouverte désespérément vide.

Dans le hall, une affichette « Architecture et écologie » me redonne espoir. Je fonce sur l'escalator, direction 5^e niveau et je m'enfonce dans un couloir vaguement circulaire, mélange de Maison de la Radio et

de centre hospitalier. J'ai toujours eu peur dans ces trucs-là. J'y perds complètement le sens de l'orientation. A ce moment-là, une grosse voix se met à sonner dans tous les hauts-parleurs appelant un Monsieur Ducon quelconque à la réception. Seul, dans un couloir, avec des hauts-parleurs cachés (c'est encore pire quand ils sont cachés, les hauts-parleurs), là j'ai vraiment pris peur et j'ai fui, lâchement.

C'est alors que j'ai croisé notre petite bande, Isabelle, Baluzier, Jean-Marc ; les yeux brillants, heureux...

Ils s'étaient planqués dans un petit salon très design, à l'abri des regards, avec du Pinot des Charentes - biologique, bien sûr - Les salauds !

On a remis ça. Dans un autre salon design. Avec une autre bouteille de Pinot, agrémentée de saucisson « biologique ». J'aimerais bien voir la gueule d'un porc biologique...

On n'était pas inscrits au congrès ; on n'avait pas de macaron ; on n'avait assisté à aucune conférence ; on n'a participé à



aucun forum ou séminaire ; on a tout simplement eu un haut-le-cœur. Tout ce qu'il y a de plus primaire. Mais, pour tout compte-rendu « objectif », vous pouvez toujours vous référer au Journal du Dimanche où vous pourrez voir la photo d'un mec à la-barbe bien taillée qui a l'honneur de présider aux destinées de « Nature et Progrès » ; vous savez, celui qui a dit que les femmes feraient mieux de passer une demi-heure de plus devant les fourneaux que devant leur télé. Quel progressiste ! Nature et progressisme ?

En sortant du palais des congrès, on a vu un type qui errait, à la recherche d'un panneau indicateur. Cheveux, barbe, veste tissée main, ceinture et sac artisanat « d'art ». Un peu crado, juste ce qu'il faut. Vachement communautaire, le mec. Paumé dans le modernisme de pacotille du hall des « boutiques de Paris ».

Ecologie passiste et écologie moderniste. Un symbole ?

Non, c'est beaucoup plus grave.

C'est vrai qu'un certain écologisme est passiste. La petite fuite individuelle, le retour aux « vraies valeurs » ; et après moi le déluge.

Et puis, sans transition, on tombe dans l'écologie moderniste ; design.

On bouffe dans la main du système. On respire son air conditionné.

Et on se fout de la fête de l'Huma !...

Et on se prélassait dans un univers digne d'un Francis Bouyghes.

Devinette : qu'est-ce qu'il y a de plus anti-écologique qu'une tour en milieu urbain ? Une tour deux fois plus haute.

La création d'une tour, ça commence par une destruction. Destruction d'un écosystème existant, en général autorégulé. Une population qui vit, travaille, échange. Un microclimat né d'un entrelac de rues, places, immeubles bas, une continuité du tissu urbain. On détruit le système social



existant et toutes ses activités. On déporte une population. On détruit un microclimat pour le remplacer par un autre totalement méconnu (dans un trou, les vents dominants s'infiltrant, pas moyen de l'éviter). Ensuite, on construit.

La tour, elle ne regarde le soleil que d'un seul côté. Du coup, il se crée un vent entre la façade froide et la façade chaude. Avec tout le vent qui s'était déjà engouffré dans les blessures du tissu urbain, vous voyez ce que ça donne : ça tourbillonne, et fort !

Quand c'est construit et habité, il ne reste plus qu'à mobiliser les psychologues et les médecins parce que, tout à coup, on s'aperçoit qu'on ignore totalement comment est ressentie, par les individus, la perception d'une ville d'aussi haut, ou encore la perception d'un vide immense sans premier plan de référence.

D'abord, et contrairement à ce qu'on pourrait croire, les bruits montent et, là-haut à cent mètres, le ronron ambiant devient insupportable. Vaut encore mieux entendre les poubelles au rez-de-chaussée, au moins on sait ce que c'est !

Un symbole, la tour. Symbole technocratique s'il en est. Briquet design agrandi mille fois. Mirador des pouvoirs. Flic audessus des toits qui vous surveille jusqu'au fond des arènes de Lutèce, comme c'est le cas pour la fac des sciences de Jussieu.

Symbole, parce que si les partisans de la « concertation » peuvent encore garder l'espoir d'une action dans des opérations de petite ou moyenne envergure, toute action « participatrice » de la population devient impossible quand une ville se décide pour un urbanisme vertical.

Déportation des populations. Blessures, déchirures du tissu urbain. Énergie de destruction. Énergie de construction - technologies dites de pointe, énergie calorifique, frigorifique, électrique -.

Énergie fric.

Taillage dans le lard pour desservir le monstre ; radiales, voies rapides, échangeurs.

Encore du fric. Le moindre parallépipède de 100 mètres de haut, faut voir ça à partir de 10 milliards anciens. Plus le terrain, plus les expropriations, plus les relogements, plus les accès, plus la merde autour pour faire joli, plus le pharamineux budget de fonctionnement. Conditionnement d'air, technique débile par excellence (on cultive des calories pour fabriquer des frigories pour chasser les calories produites par un éclairage obligatoire dans toutes les zones centrales. Même en hiver, même la nuit, parce qu'on laisse allumé pour faire riche).

Société du spectacle. Elle l'a, son symbole phallique. Tout ça, ça se décide à très haut niveau. Parce qu'il faut un pouvoir fort avec plein de technocrates « compétents ». Parce qu'il faut beaucoup de fric. Donc des banques ; plusieurs banques. Des urbanistes-flics pour oser tailler dans nos villes avec leur gros crayon-feutre. Et des architectes irresponsables avec des gros cabinets pour donner l'illusion de la compétence.

Il faut bien que quelqu'un dessine les façades...

Et c'est là-dedans que se tiennent nos doux écologistes ?

Nature et progrès, ou comment, grâce au progrès, redonner le goût de la nature !

Vous croyez qu'on cotoie impunément cet univers technocratique sans qu'il vous revienne à la gueule comme un boomerang ? Nous, on croit peut-être naïvement qu'il est bon et sain de cracher dans la soupe. Complices peut-être mais pas complaisants.

Roucon-Baluzier

EN ITALIE, UN PARTI RADICAL

ROME, 18 juillet 1974, 22 heures. Dans les studios de la télévision italienne d'État, les techniciens n'en reviennent pas. L'homme qu'ils filment et enregistrent les subjugué. « Mieux que Kennedy ! », lâche l'un. Quant aux journalistes chargés de poser des questions, la parole de l'homme les a pétrifiés, et ils se sont enfoncés, silencieux, dans leurs fauteuils. Leur invité avait commencé par dire : « Je suis ici pour faire un peu œuvre de vérité, chose qu'on ne fait généralement pas à la télévision italienne ». Et il avait continué sur le même ton. Normalement, il aurait dû parler du droit de la famille. Mais de dire : « Je suis là aussi pour parler de cette loi ignominieuse qui provoque des avortements clandestins en masse, tandis qu'elle consent aux femmes qui ont un niveau de vie supérieur à la moyenne et 500.000 Lires, d'aller se faire avorter à l'Assistance psychanalytique ou même à l'assistance religieuse ».

Parler publiquement de l'avortement dans un pays où, quelques semaines plus tôt, on se demandait si l'Église et les autres partis de droite ne parviendraient pas à faire abolir, par la voie d'un référendum, la récente loi autorisant le divorce, n'était-ce pas faire preuve d'inconscience ? L'homme termine sa démonstration. Pour la première fois dans l'histoire d'un débat télévisé, opérateurs, caméramen et machinistes... applaudissent à tout rompre !

Mais l'émission n'est pas du goût de tout le monde. La direction de la télévision ne veut pas que cette « bouffonnerie » passe sur l'antenne (ce n'était pas une émission en direct). Seulement voilà : l'auteur de leur courroux, Marco Pannella (puisque c'est ainsi qu'il s'appelle), a jeûné soixante jours (prenant seulement du café au lait) pour avoir le droit à la parole à la télévision. Et quelques heures avant l'enregistrement, il a rencontré le président de la République italienne, qui a reconnu son droit d'expression ! Marco Pannella apparaîtra sur les petits écrans des familles italiennes, mais l'heure de son passage ne sera pas communiqué à l'avance aux organes d'information...

Socialiste et non violent

Cette « conspiration du silence », Marco Pannella y est habitué, ainsi que le Parti Radical que, voici quelques années, il a remonté, rénové, un peu (mais à une moindre échelle) comme J.J.S.S. a voulu faire avec « son » Parti Radical français. Avec cette différence que Marco Pannella veut révolutionner la société italienne de fond en comble dans un sens socialiste et non violent, et que J.J.S.S. ... Avec cette différence, aussi, que le Parti Radical italien regroupe une bonne partie (quelque deux mille membres) des « forces alternatives » de la péninsule (ceux qui luttent pour mettre fin à l'emprise de l'Église et du Vatican

sur la politique italienne, ceux qui essayent de faire obstacle à la militarisation du pays et surtout à l'impérialisme américain qui s'y fait fortement sentir, le Front Uni des Homosexuels Révolutionnaires, les militantes féministes, etc.), et que le Parti Radical français...

Ils y sont habitués, mais ils ne désespèrent pas de se faire entendre, et ils ont raison. Des formations de gauche, le Parti Radical, ainsi, a été la première à lancer la campagne contre les partis de droite (Démocratie Chrétienne soutenue par le Vatican en tête) qui voulaient l'abrogation de la loi autorisant le divorce (loi rédigée, d'ailleurs, par un avocat lié au Parti Radical). Le Parti Communiste ne s'est lancé dans la bataille qu'au dernier moment. Or le 13 mai, la gauche avait gagné !

Marco Pannella et le Parti Radical gênent les autres partis d'opposition de gauche en Italie. Ils ne sont pas présents au Parlement, mais ils multiplient les propositions audacieuses : abolition des lois fascistes, réforme du droit de la famille, reconnaissance de l'avortement... toutes choses auxquelles les autres partis hésitent à s'attaquer, et qui pourtant semblent répondre à des demandes populaires. Aussi Parti Socialiste et Parti Communiste oscillent dans leur attitude à adopter par rapport au Parti Radical. Lorsque ce dernier a lancé il y a un an une campagne pour l'organisation de huit référendums, seule l'extrême-gauche s'est jointe à lui... avant de le lâcher à cause de ses options non violentes. Mais au XIV^e Congrès National du Parti Radical qui s'est tenu à Milan les 1^{er}, 2, 3 et 4 novembre derniers, P.C.I. et P.S.I. étaient très officiellement représentés, et l'on commençait à se demander si Marco Pannella ne serait pas l'homme de l'union de la gauche en Italie. Un Mitterrand non violent...

Quand, dans la foulée de la candidature de René Dumont à l'élection présidentielle, on a entendu parler de la création d'un « parti écologique », la majorité des militants écologistes ont poussé des hauts-cris. On viendrait, aujourd'hui, à parler aux militants non violents d'un projet de « parti non violent », ils réagiraient probablement de même. Et pourtant, en Italie, il y a des écologistes et des non violents qui se battent pour « une nouvelle conscience populaire », qui exercent une « pression libératrice » en vue d'une « révolution démocratique », en utilisant une institution propre aux systèmes républicains : le parti, et les résultats ne sont pas mauvais.

Raoul Sauveur

Les camarades qui connaissent l'italien (et même les autres...) peuvent prendre contact avec le Partito Radicale, via di Torre Argentina, 18, 00186 Roma.

LE PORTE-KEPI

NOUS causons répression. Au pays de la poule-au-pot, le poulet demeure un mets de choix. On salive donc abondamment. Mais il faut être juste : la répression ne s'exerce pas seulement par l'entremise de l'agent en uniforme. Il paraît même que les porte-kepi pullulent.

Nous voilà partis pour en dresser le catalogue. Les gendarmes... c'est trop facile ! Les militaires... Par association d'idées, une idée : les militants.

Les militants : exemples ? Les agents, donc, les gendarmes, les militaires, déjà cités, qui défendent un ordre idéal, une patrie non moins idéale. Les parents, même s'ils ne savent plus très bien vers quoi ils élèvent leurs enfants. Les militants ouvriers, qu'on s'étonne bien un peu, depuis quelque temps, de voir se joindre au chœur petit-bourgeois. Les politiciens, qui nous veulent tellement de bonheur... Et les créateurs ? Même les créateurs : les dieux, Dieu, quels flics !

Les spécialistes en tous genres : tous des flics. Nous sommes tous frères en fliquerie, même quand nous passons l'aspirateur - ô Propreté ! - ou desherbons nos salades - sale chiendent... En fliquerie, nul n'est innocent.

Mais finalement, le flic, c'est quoi ? Moment de perplexité. Pour détendre, peut-être, quelqu'un scande :

*Nous sommes les carabiniers
la sécurité des foyers
mais par un malheureux z'hasard
nous arrivons toujours en retard...*

En retard... - ça aussi c'est une idée. Dont on extrait aussitôt un théorème : « Pour être flic, il faut et il suffit qu'on soit en retard. » Par rapport à un idéal, cela s'entend.

En la personne de leurs enfants, les parents sont en retard d'une génération. En la personne de leurs élèves, les enseignants sont en retard d'une certaine quantité de savoirs. Les syndicalistes sont en retard pour vous d'un indice, d'un échelon, d'un petit avantage qui vous rapprochera du Bonheur de Travailler. Les industriels, les techniciens de tous poils et plumés, conduisent toute chose vers la perfection...

Et tous sont convaincus de courir après le Bien et célèbrent à qui mieux-mieux le mythe du Progrès, mythe flic par excellence, puisqu'on y est par principe toujours en retard !

A peine avons-nous reconnu comment les choses devaient être que nous les poussons à être ce qu'elles doivent - à n'être que ce qu'elles doivent.

La façon de se hâter du flic n'est en somme qu'une façon de retourner à son point de départ idéal. Le futur vers lequel il vous presse - au présent - n'est jamais que du passé... Il a beau s'agiter : au carrefour du temps, il fait

du sur-place. Nous le sentons bien : le flic n'invente pas son chemin. L'inventerait-il, d'ailleurs, qu'il érigerait les nouvelles normes comme autant de barreaux.

Triste chose : l'idéal est flic...

L'idéal : nous essayons de nous le représenter. Une colonne, dit l'un. Une montagne, dit l'autre, qui songe probablement à Sisyphe. La tour de Babel. Une pyramide.

« Soldats, du haut de ces pyramides... »

Pas étonnant que cette forte parole de l'Autocrate soit si bien restée dans la culture populaire. Depuis qu'elle poursuit l'idéal, l'humanité a quarante siècles de retard. Et elle aura beau s'échiner.

Comme disait le même Bonaparte, dans un bel élan sportif (pour les autres) : « Mais vous n'avez rien fait, puisqu'il vous reste encore à faire ! » (vivats).

J'aime assez la pyramide, comme symbole. Plus on s'élève, plus les étages sociaux vont s'allégeant - les efforts aussi. Mais de la base au sommet tout conspire dans la même géométrie vers un point dont tout dépend et qui physiquement n'est rien : le mythe absolu. Grimpe, grimpons, grimpez. Et après ? Il n'y a pas d'après : les pyramides sont des tombeaux.

Le symbole de la pyramide confirme d'ailleurs celui du retard : dans l'espace ou dans le temps, l'enchaînement s'effectue sur une trame quantitative.

Supprimez tout à coup cette trame ? Imaginez qu'on ne doive plus **faire** pour **être** ? On cesserait par la même occasion d'avoir à publier ce qu'on **est** : être, en effet, c'est toujours être plus ou moins. Plus ou moins en retard par rapport à ce qui doit être, plus ou moins près du sommet...

C'est la fin de l'existence comparée dans laquelle nous nous enfonçons par nos efforts mêmes. Tous les flics perdent leur emploi. Ils ne peuvent plus nous pousser à être ce que nous avons à être, à faire nos preuves par le Plus, sur le modèle phalocratique, blanc américain ou Q.I. 140.

Etre ou ne pas être cesse d'être la question...

Comme alternative à l'horizon de la copie conforme, en voici un autre, où notre conception de l'existence ne passe plus par la quantité mais par la **gratuité**.

La gratuité, dont le manifeste pourrait tenir en une phrase paradoxale : **pour qu'un homme - et plus généralement tout existant - ait toute sa valeur, il doit pouvoir ne servir à rien.**

Je n'ai pas dit qu'il ne servirait pas, mais qu'il aurait le droit, les moyens, de ne pas servir.

C'est ça, ou le service commandé, dans un ordre politico-religieux qui ne laisse aucun interstice au possible.

Lambert



TOUT VA BIEN MONSIEUR LE MAIRE

*Il y a moins de fumier devant les portes,
le congélateur et la télé sont partout...*

« Bonjour, Monsieur le maire! » Tous les matins, très tôt, depuis quelque quinze ans, c'est ainsi que Pierre Bonte, financé d'abord par Butagaz, puis par les Caisses d'Épargne, saluait au micro d'Europe 1 le responsable d'une collectivité, rurale le plus souvent. Environ quatre mille communes françaises de moins de dix mille habitants ont été visitées par Pierre Bonte et ses collaborateurs, (dont Didier Schilte qui a participé, lui aussi à cet entretien).

L'émission « Bonjour, Monsieur le Maire » n'existe plus, remplacée, tous les jours à 7 h 50 par « Vive la vie! », plus dynamique, plus axée sur les activités et les luttes bien souvent écologiques de certains villages ou cités (dans les premiers, l'émission s'est promène à Marckolsheim, Faulquemont).

Il nous a semblé intéressant de faire, avec ses protagonistes, le point sur cette longue ballade à travers la France modeste. Celle que nous aimons, un peu en esthètes, sans vraiment la connaître, pour la bonne raison que nous n'y vivons pas. Comment, en quinze ans, ont évolué les communes? Dans les problèmes évoqués par les maires, y a-t-il des constantes, ou bien est-ce très différent d'une région à l'autre? Les maires ont-ils un réel pouvoir de décision, ou bien se heurtent-ils au centralisme administratif préfectoral? Y a-t-il une grosse différence de comportement et de résultats entre les municipalités de gauche et les autres? Quel peut être l'avenir des petites communes dans le monde industrialisé? Enfin, diffusée par une radio commerciale, cette émission a-t-elle toujours été parfaitement sincère?

VOS questions nous mettent un peu dans l'embarras parce qu'elles demandent un effort: vous cherchez des conclusions d'ordre général, alors que, pendant quinze ans, nous avons fait, en quelque sorte, de la mosaïque. Nous avons rencontré des cas particuliers, et chaque fois, nous nous intéressions à ce cas là, sans généraliser... Quant à l'objectivité de notre émission, disons tout de suite qu'elle a été totale. Bien sûr, le simple fait de rapporter les propos de quiconque est passible de complicité de diffamation mais je n'ai jamais eu véritablement d'ennuis. D'autre part j'ai toujours pu dire ce que je voulais dire, même dans les occasions, très rares, où un annonceur publicitaire essayait d'intervenir. Simplement, on coupe les violences verbales ou les propos diffamatoires. De toute façon, nous n'avons jamais eu à prendre parti, volontairement. Nous sommes des rapporteurs objectifs, c'est notre rôle.

CE sont surtout les petites communes qui ont gardé le plus de personnalité. Plus une ville se développe, moins elle a de caractère et moins les problèmes sont communs à l'ensemble de la communauté. De plus, elles donnent l'impression d'une vie locale très vive et le clocher, l'école, la mairie..., c'est ma fibre sensible. Je ne reviens pas dans une commune sauf exception. C'est le cas d'un

village où je suis revenu trois fois à la demande du responsable d'un comité d'aménagement soucieux de faire sortir sa commune de sa léthargie.

Après la guerre, les communes ont traversé une très mauvaise passe dont elles sont maintenant à peu près sorties. Il y a eu un immense effort d'investissements prioritaires, les routes, les écoles, l'eau. Maintenant on trouve un confort suffisant. Celles qui n'ont pas su ou pu s'adapter au monde moderne ont crevé. Il n'y a plus beaucoup de fermes inaccessibles en France.

Maintenant, les préoccupations sont axées sur les équipements socio-culturels. Moi je trouve que l'urbanisation embellit les villages. Les maisons sont propres, il y a des fleurs, un éclairage public, des trottoirs. C'est quand même mieux, non? Les maisons en toit de chaume, je veux bien, s'il y a tout le confort dedans. Bien sûr il y a quelques fautes de goût comme les châteaux d'eau ou les toits à terrasses. Mais il y a moins de fumier devant les portes et le congélateur et la télé sont partout.

UN maire tient essentiellement à deux choses: l'école et l'église. L'église, la cure, font partie des biens communaux et le maire tient à ce que ces bâtiments soient entretenus. On ravale une cure dont le curé a 75 ans. L'influence du curé est encore très forte dans certaines régions comme l'Alsace ou la Bretagne mais partout ailleurs on voit un seul curé couvrir une dizaine de paroisses.

Il y a vingt ans, dans un village, toutes les filles allaient à l'école des sœurs et les garçons chez l'instituteur. Puis l'école des sœurs s'est gémée et, l'enseignement y étant un tout petit peu meilleur, plus personne n'allait à la laïque. Et dans ce village de 600 habitants où 25 enfants sont à l'école libre et un seul à la laïque, l'Académie décide de fermer l'école. Les conseillers municipaux, dont les enfants pourtant vont chez les sœurs, ont tout fait pour conserver leur école publique, celle où ils étaient tous allés autrefois. En tant qu'élus de la République ils se sentaient les défenseurs de l'école publique. Il fallait qu'elle existe.

Le café est le troisième élément très important dans la vie d'une commune. C'est le lieu de rencontre des vieux et des jeunes. Maintenant, les veillées n'existent plus. Ou quand il y en a, elles sont provoquées, par l'instituteur en général, et non plus spontanées. La télé a cassé beaucoup de choses et le besoin de communiquer ne se manifeste plus de façon aussi pressante.

Apparemment, les villages ne semblent pas très vivants. Mais un sentiment profond de solidarité unit tout de même les gens et se manifeste par exemple lorsqu'il y a un mouvement de défense concernant l'ensemble de la communauté. Lorsqu'il s'agit de défendre l'école, on oublie toutes les querelles politiques ou partisans.

Certains disent qu'il faut casser les structures

de la commune, qui est une institution dépassée, qu'il faut recréer un nouveau découpage administratif. Mais je crois que la commune représente une personnalité morale qui s'est constituée au cours des siècles et qui correspond à quelque chose de vrai. Si j'ai milité dans cette émission, c'est pour faire prendre conscience aux gens que la commune était quelque chose de très important, qui méritait d'être protégée, qu'on l'aide à surmonter cette crise du monde rural.

Le regroupement des communes est un problème. L'individualisme traditionnel, l'esprit de clocher, doivent s'adapter au monde économique moderne. Il faut que les communes s'organisent, travaillent ensemble. Leurs intérêts sont liés. C'est comme ça qu'on doit concevoir le regroupement, en créant des contacts entre les maires d'un canton pour qu'ils définissent leur avenir ensemble. Oui, la commune garde toute sa valeur et sa raison d'être. Certaines gagneraient à être supprimées mais on ne peut le faire en se livrant à un découpage sur une carte de France. Il faut tenir compte des données propres à chaque cas.

Pour l'avenir, il n'y a pas de solution passe-partout pour les communes. Cette diversité considérable selon les régions fait la particularité de la France. Vous me posez des questions générales auxquelles je ne peux répondre car je ne connais, je le répète, que des cas particuliers, vus par le petit bout de la lorgnette. La même situation peut amener des solutions très diverses selon les communes. Ça dépend des lieux géographiques et des hommes qui ont pris les choses en main. Les communes qui s'en sortent, le font surtout grâce à un maire intelligent, dégourdi, qui aime sa commune et qui y croit vachement. Je crois surtout aux hommes. Le maire est là, dans la vie quotidienne, pour régler les petits problèmes, arranger les choses, veiller à l'entretien des chemins. C'est très important un maire. Je suis étonné par la qualité des maires qui s'installent maintenant. Il y a des jeunes maires de gauche d'un dynamisme, d'une ouverture d'esprit, étonnants. C'est avec eux, il faut bien le dire, qu'on a eu les meilleurs contacts. Tous, bien sûr, n'ont pas les mêmes compétences... il faut bien une autorité de tutelle... effectivement les maires mériteraient qu'on leur laisse plus de possibilités. En fait je ne connais pas bien ce problème car il ne me préoccupe pas tellement. J'ai tendance à prendre les choses comme elles sont. Je regarde et j'enregistre. C'est une forme de militantisme, si vous voulez.

Du Périgord, on en fait depuis quinze ans. C'est très important pour les communes d'avoir une antenne à leur disposition parce que le seul fait d'en parler suffit parfois à résoudre un petit problème, ou contribue à faire prendre conscience aux habitants eux-mêmes de certains problèmes. On laisse parler les gens d'un village et certains citadins, en les écoutant, ont envie d'y aller voir, passer un week-end ou des vacances. On a vu des maires réclamer une petite industrie locale, un nou-

veau gérant pour un café contraint de fermer après la mort du patron, ou un médecin... et les trouver grâce à notre émission.

Deux millions de personnes écoutaient « Bonjour, Monsieur le Maire », et ceux-là ont sûrement une idée plus juste de la France rurale. Les citadins ont été surpris de voir avec quelle intelligence les ruraux pouvaient parler de leurs problèmes et cela a contribué à une meilleure compréhension entre les Français. Souvent, les problèmes tiennent à une question d'incommunicabilité entre les niveaux. En ce moment nous avons l'exemple de la vallée de l'Epte dans l'Eure (1) où un papetier va sans doute être contraint de fermer son usine mettant ainsi 80 personnes au chômage, parce qu'il a devant lui un comité de défense très puissant et vraiment hargneux, décidé à aller jusqu'au bout. Pourtant cet industriel a déjà dépensé, conformément à la loi sur la dépollution, un milliard pour installer un système de dépollution. Les maires sont expansionnistes et les comités de défense qui jouent les emmerdeurs ont un point de vue conservateur. Il est très difficile de faire la part des choses. Nous rencontrons souvent les gens des sociétés de pêche et il est bien certain que, s'ils n'avaient pas râlé, il n'y aurait pas eu de dépollution.

PENDANT des années, cette émission a été le mur des lamentations. Les maires pleuraient tous sur leurs chemins, le manque d'emplois, l'exode des jeunes. C'était la litanie des doléances tous les jours et cela correspondait à une angoisse réelle du moment. Maintenant que leurs communes sont équipées, le mirage de la ville n'est plus le même et les maires se plaignent moins. Les jeunes reviennent, font construire leur maison au village, même s'ils continuent à travailler en ville. Mais après avoir eu besoin d'une salle de bains et d'un cinéma proche d'un H.L.M., les jeunes ressentent à présent le besoin d'un certain style de vie qu'on ne trouve qu'à la campagne. Les maires ont de plus en plus le souci de la qualité de la vie, de protéger un certain paysage de la vie quotidienne. Mais là aussi, un gros effort est fait, en particulier le développement des P.O.S. (plan d'occupation des sols) permet aux maires de prévoir quelle zone préserver. Ça se met en place lentement. Je ne suis pas du tout pessimiste pour les communes qui acceptent de s'équiper pour qu'une certaine vie soit possible pour les gens qui acceptent de venir y vivre tout en travaillant plus loin. Bien sûr il y aura toujours des communes isolées géographiquement et pour celles-là on ne peut rien. Mais on peut compter, presque partout sur la jeunesse, le dynamisme, l'absence d'ambition personnelle des jeunes maires.

Propos recueillis par
Danielle et Isabelle

(1) Voir « Banalités » page 10.

BANALITÉS

Une rivière...

Monsieur Languille est pisciculteur au bord de l'Epte. Monsieur Bessemoulin pêche le long de l'Epte. Et l'Epte traverse la France, du côté de la Normandie pour se jeter dans la Seine à Vernon (Eure). Ce fut la frontière entre la Normandie et l'Île de France. Une rivière comme une autre, qui alimente les Papeteries de l'Epte, 150 employés, situées à Saint Clair sur Epte. En aval, un cloaque de 25 km de long. Immonde. Glue épaisse au fond, flocons laineux en surface. Ce sont des champignons dûs aux réactions chimiques des produits en suspension dans l'eau avec l'oxygène... et tout et tout.

Ça porte un nom : **pollution chronique**. A Giverny, les nymphéas de Monet ont disparu et l'imprudent baigneur ressort tout englué de fibrilles, mousses verdâtres et autres joyeusetés. Monsieur Languille a abandonné l'eau de la rivière qui alimentait ses bassins d'élevage pour l'adduction d'eau communale et Monsieur Bessemoulin voit les membres de son association de pêcheurs s'adonner peu à peu à la pêche au poisson rouge en bocal. Les saules pleureurs frisent l'hépatite virale et les baigneurs vont à la piscine.

Quand un million de poissons se retrouvent le ventre à l'air comme en septembre 65 et 73, c'est une **pollution accidentelle**. Comme elle crève les yeux du premier huissier venu, celle-là est reconnue et peut faire l'objet de procès. Les pollutions accidentelles ont souvent lieu en septembre, quand les papeteries rouvrent leurs portes et leurs robinets. En août, peinarde, les poissons profitent honteusement de la rivière à nouveau propre. Mais ils supportent très mal la rentrée, ses brouillards matinaux et les gros nettoyages de remise en route de l'usine. Monsieur Bessemoulin, persévérant, remet pour plus d'1,5 million de francs de poissons, histoire de conserver ses derniers adhérents.

En mai 74, des associations locales de pêcheurs et pisciculteurs, la Fédération des A.P.P. du Val d'Oise et des Yvelines, un syndicat de riverains qui regroupe des agriculteurs, des éleveurs, des habitants principaux et des résidents secondaires - nous sommes à 70 km de Paris - décident de créer l'A.S.A.R.E., Association pour la Sauvegarde et l'Aménagement de la rivière Epte (siège: 27620 Mairie de Gasny). Que veulent-ils? Lutter contre la pollution de l'Epte et par extension, contre la pollution de l'eau sous toutes ses formes. L'article 434-1 du Code Rural punit les pollueurs lorsque le préjudice est prouvé. En cas de pollution accidentelle, pas de problèmes. Au bout d'une dizaine d'années, le jugement du procès est rendu. Mais allez donc chiffrer le préjudice subi par une rivière en cas de pollution chronique?

Les papeteries sont responsables d'environ 1/5 des pollutions industrielles de l'eau de France. Pour une tonne de bois à traiter, la moitié seulement sera utilisable, le reste se retrouvera dans le lit de la rivière. Depuis 1972, les papeteries ont signé des contrats de branche avec le gouvernement. Ils programment les opérations de dépollution, cas par cas.

Nous finançons la dépollution

La France est divisée en six agences financières de bassin. Celle de Seine-Normandie s'occupe de l'Epte. Leur rôle est de surveiller l'eau d'une région, quantité et qualité, de percevoir des taxes sur la consommation et, à l'aide de ces taxes, de financer les installations de dépollution. A l'aide de prêts mais aussi d'importantes subventions. Quinze millions pour la papeterie en question, prélevés sur les fonds des contribuables et non pas sur ceux de l'usine uniquement.

Actuellement l'usine des papeteries de l'Epte rejette sept tonnes de déchets par jour. Elle est parfaitement en règle. La première partie de son contrat de branche est remplie et a permis de diminuer la pollution de 50%. L'ensemble des travaux doit être terminé fin 75. Mais il subsistera toujours une pollution résiduelle de 15 à 20%. L'eau ne sera jamais limpide en aval d'une papeterie.

Danielle

SPECTACLES

CHER PUBLIC, BONSOIR!

Il n'est pas content Heinz Schwarzinger, « Faut pas s'laisser faire », la pièce de V. Ludwig et R. Lycker qu'il a adapté et mise en scène pour la France est quasiment interdite.

Pourtant cette pièce a été jouée en Allemagne par une vingtaine de compagnies et passée sur deux chaînes de télé. C'est une pièce pour enfants. Qu'est ce qui fait que les enfants français n'ont pas le droit de voir une pièce que des milliers d'enfants allemands ont vu?

Selon la circulaire n° 73.373 du ministère de l'éducation nationale, datée du 9 novembre 72, tout spectacle pour jeune public, présenté dans ou hors l'établissement scolaire durant les heures de classe, doit être pourvu d'un blanc-seing, appelé « habilitation » dans l'enseignement préscolaire et primaire, « agrément » dans le secondaire. Chaque académie dispose pour en statuer d'une commission dont la composition demeure entourée de silence. Hors de cette habilitation, il est interdit aux enseignants d'emmener leurs élèves au théâtre. Tout spectacle pour jeune public non habilité est économiquement condamné: trois représentations par semaine, les mercredi, samedi et dimanche après-midi, à trois ou cinq francs la place, ne permettent pas la survie d'une compagnie non subventionnée.

« Faut pas s'laisser faire » a subi le refus d'habilitation à deux reprises. Aucune explication n'a été communiquée par les deux commissions (Paris et Créteil). Un « avis très défavorable » a été transmis aux chefs d'établissements.

Quand on gueule contre la censure, c'est parce qu'on trouve un peu fort de café que cinq ou six gugusses décident pour les autres de ce qu'il est bon de voir ou d'entendre.

Cette fois, il s'agit d'une censure d'un spectacle pour enfants. Mais les censeurs ont décidé pour les enseignants. Les enseignants ne sont pas adultes.

Comment procèdent les censeurs?

Si dans les répliques d'une pièce pour enfants il y a par exemple:

Le monsieur - Chérie, je ne trouve pas ton vagin,

La dame - T'as qu'à mettre tes couilles sur ton nez, ça te fera une belle paire de lunettes.

Comme humour ce n'est pas du plus subtil et culturellement, c'est pas très enrichissant, mais il n'y a pas de quoi l'interdire. Les censeurs interdiront la pièce. « Ils enverront un avis très défavorable ». Si on essaie de savoir pourquoi, on a une petite chance de joindre quelqu'un au téléphone. Il nous expliquera que c'est à cause de la médiocrité des textes, de la mise en scène ou des décors.

Si on lui dit: « vous êtes sûr que ce n'est pas à cause du mot « couille »? Il répondra non. On se doutera bien qu'il a menti mais si on s'en tient à ce qu'il a dit, on pourra considérer que la pièce est interdite pour médiocrité. Ils interdisent la médiocrité. S'ils interdisent la médiocrité, ils ne doivent pas manquer de boulot. C'est peut être pour ça qu'il n'ont pas le temps d'expliquer les motifs d'interdiction par écrit.

Dans « Faut pas s'laisser faire » il n'y a pas le mot couille et c'est pas forcément médiocre.

Avant l'interdiction, la pièce a été vue en France par quinze mille enfants accompagnés de leurs parents ou instit. Que vont devenir ces enfants? Je vous le demande mon dieu? Evidemment pas de réponse, je ne serai jamais croyant. Le vendredi 15 novembre à 18 h 50, sur la première chaîne de télé, l'émission de J.L. Mingalon « A la recherche du théâtre vivant » était consacré à la pièce.

On en voyait des extraits et les réactions des gosses, c'était du délire. La pièce met en scène une famille dans une succession logique de situations quotidiennes. Evidemment, ce n'est pas les aventures d'une famille avec les quiproquos du boulevard, ça a tendance à faire de la politique. Ça critique dans le cadre familial et ailleurs, le mode de fonctionnement des relations entre les gens.

Les gosses pigent bien quand on leur montre que, plus ou moins consciemment, leur père se venge sur eux des humiliations subies au boulot. Pan dans la hiérarchie! Ça les intéresse; interviewés, ensuite, ils ont tous envie de parler.

A un moment, le père se révolte contre un de ses chefs, il est acclamé. Le chef pour sa défense invoque la hiérarchie, il se fait huer.

Plus loin, des solutions harmonieuses sont proposées. Pas vraiment subversives, les solutions. Crac! Interdit.

La critique des journaux avait été très favorable à la pièce. Jusqu'à France-Soir qui en disait du bien ... Interdit.

La « Compagnie de l'araignée » qui a créé la pièce en France demande à tous ceux qui ont assisté à une représentation de « Faut pas s'laisser faire » de communiquer leurs appréciations afin qu'elle les transmette au ministre de l'éducation. L'adresse: Les poissons 1276, place Charrus, 92400 Courbevoie.

Berroyer

MOLLO-MOLLO

LA MINUTE DE BON SENS

OPÉRATION COMPTEUR-HEBDO

Un ami me fait remarquer que les écologistes parlent beaucoup. Eh oui, dans « écologiste » il y a « logiste » qui veut dire, paraît-il « parleur ». Notre chère gueule, ça fait deux ans qu'on l'a ouverte et, paraphrasant le fameux dicton arabe, certains nous disent maintenant: « les écologistes aboient, les promoteurs passent ».

D'abord ce n'est pas tout à fait vrai (voir Soussouéou). Et puis il faut bien dire la vérité avant de la faire, mais ne pas s'arrêter là, d'accord. Que ceux qui en ont ras le bol des paroles verbales et des soirées verbeuses fassent connaître leurs idées d'actions concrètes, réalisables immédiatement, par tout le monde.

En voici une: chaque dimanche soir, relever son compteur électrique (prévoir une bougie car il se cache en général dans un coin obscur), et par différence avec le relevé précédent, noter sa consommation hebdomadaire. Si elle augmente, ou bien s'arranger pour qu'elle diminue, ou bien s'arrêter de gueuler contre la Croissance.

Bien sûr, tout le monde ne peut pas s'appeler André Desthieux, comme ce lyonnais qui a fait enlever son compteur, refusant toute électricité d'origine nucléaire. Mais ce qui ne serait pas impossible, par contre, c'est cinquante millions de français consommant 25% d'électricité

de moins qu'aujourd'hui; la preuve: nous le faisons en 1970.

En ces temps déjà lointains, le français moyen brûlait chez lui, en chiffres ronds, huit kilowatts-heures par semaine et par tête de pipe. Notre vaste programme nucléaire a pour prétexte l'accroissement « nécessaire » de cette consommation (que les marchands d'électricité suscitent de toute leur force par la publicité).

Alors parlons, écrivons, défilons, ... très bien. Mais n'oublions pas l'essentiel: la seule grande peur d'EDF c'est que nous ne consommons pas assez. Et si nous allions nous chauffer en brûlant ses prospectus?

A votre prochaine réunion de comité antinucléaire, quand vous vous poserez la fameuse question « alors qu'est-ce qu'on fait? » Commencez donc par débrancher le radiateur électrique. Ce ne sera qu'un premier pas, mais fondamental.

Dans « écologiste » il y a aussi « éco ». L'écologie commence à la maison.

M.M.

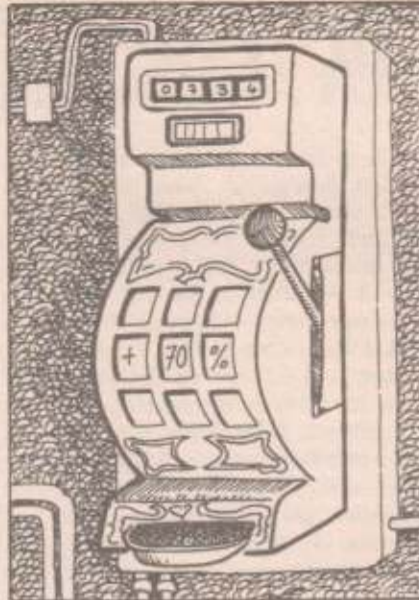
Comme on va me reprocher de vouloir culpabiliser le petit consommateur, je cite, pour changer, un bel exemple de déculpabilisation (publicité EDF évidemment):

« Si un soir, en sortant, vous laissez toutes les pièces éclairées chez vous... pendant quatre heures, cela vous coûte beaucoup moins cher que le paquet de bonbons acheté au cinéma! ». Alors, pourquoi s'en priver? Un bon geste, voyons: A vot' bon cœur, m'sieurs dames, pour l'industrie électronucléaire.

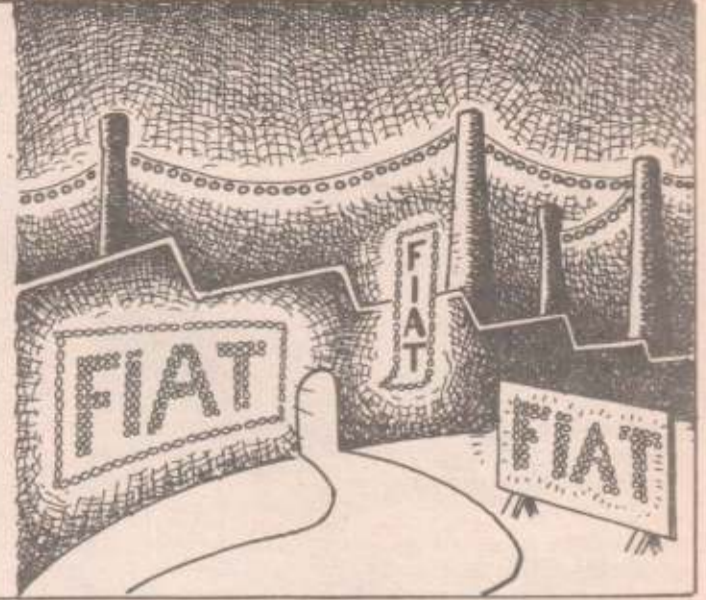
BOYCOTT

A L'ITALIENNE

En Italie, L' ENEL (EDF version italienne) a décidé une augmentation de 70% sur ses tarifs...



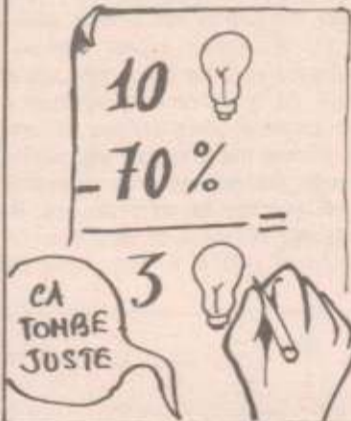
D'autre part, on apprend que l'ENEL vend le kW/h à perte aux usines FIAT...



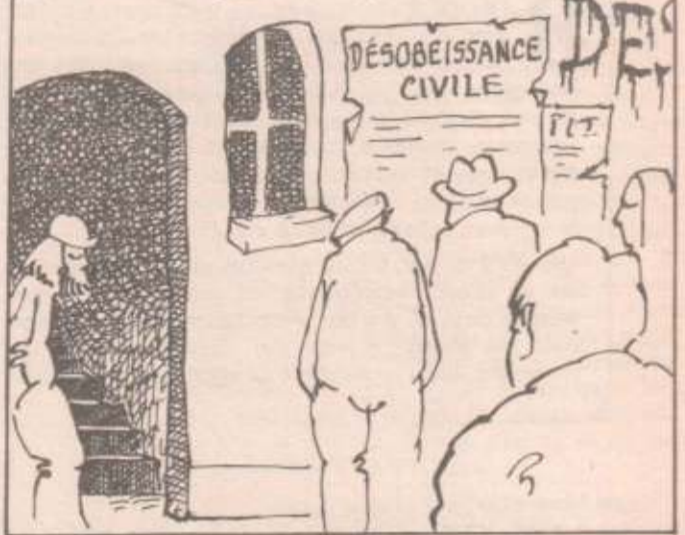
Alors les gens de TURIN, MILAN et d'autres villes par la suite, ont décidé de BOYCOTTER cette augmentation.



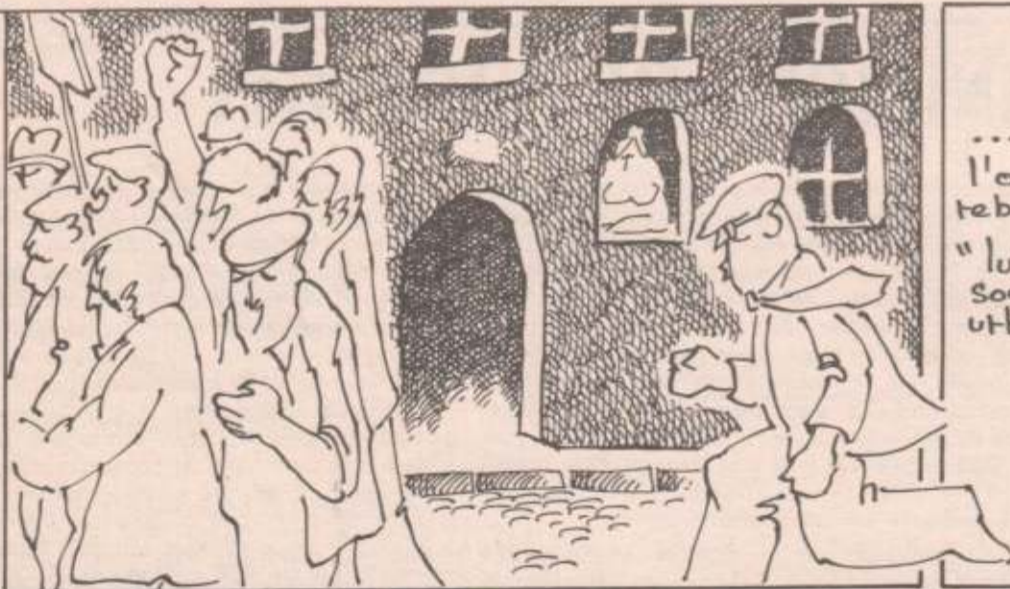
Ils payent leur note d'électricité en faisant une petite soustraction de 70%



Ils ont appelé ça :



ça sonnait mal aux oreilles des syndicats qui, contraints de suivre le mouvement



.... l'ont rebaptisé "lutte sociale urbaine"

C'EST QUAND HÊME PLUS CORRECT!



Commentaire du "MONDE" reletant l'état d'âme des partis de la gauche traditionnelle italienne: →



"N'est-il pas dangereux dans un pays où la désobéissance est chronique, d'encourager une telle forme d'Anarchie visant de surcroit des services nationalisés?"



ON ESPÈRE BIEN QUE SI !!

MESSAS

LES WA, LES WA, LES WALLONS...



BONJOUR ; je viens encore vous casser les pieds avec des chanteurs. Et même avec des disques, des produits dérivés du pétrole, quoi. Pas très écologique, tout ça. Alors, si ça vous défrise, vous pouvez toujours créer une coopérative d'auditeurs, acheter les disques en commun, les emprunter à votre discothèque de quartier, de village, d'école (je ne dis pas ça en l'air, c'est une idée sérieuse à creuser et on pourrait en reparler dans la « G.O. »).

Quoiqu'il en soit, depuis quelques mois, il se passe un tas de choses intéressantes en matière de chanson dans ce pays. Il y a des spectacles marginaux comme c'est pas permis, et puis des chouettes disques qui paraissent, dans la catégorie de ceux que l'on n'entend

guère souvent à la radio. On peut commencer, par exemple, avec Julos Beaucarne. Julos est belge, et même wallon (c'est pas une tare). Cela fait une bonne dizaine d'années qu'il écrit et compose chansons et poèmes. Il vient de passer à Paris, pendant douze soirées, au Théâtre Mouffetard. Et par la même occasion, de publier son cinquième 33 tours (réf. : RCA YBPL 1-468), dont le titre à lui seul est tout un programme : « Le Front de Libération des Arbres Fruitières. » Au recto de la pochette, un dessin très joli, naïf et évocateur. A l'intérieur, tous les textes sont reproduits (excellente pratique qui se vulgarise enfin chez les éditeurs de disques). Et il y a deux photos de Julos : la première devant une ferme avec une éolienne ; la seconde, à table dans un champ, en compagnie d'un paysan aussi wallon que lui ; et dans le ciel on aperçoit un aéronef.

Les chansons de Julos Beaucarne sont à l'image de cette pochette : elles ne font pas beaucoup de bruit, mais elles ont un charme immense. Elles aident à savoir qu'en fait, nous sommes nombreux à vouloir inventer un monde pacifique, harmonieux, libre et tout ça. De sa voix grave et chaleureuse, Julos nous conte de bien innocentes amourettes sans lendemain, récite avec un inimitable accent paysan un commentaire désopilant sur « Le lac » de Lamartine et puis, tout soudain, au milieu de cette rigolade, et sans rien perdre de son air de ne pas y toucher, il sort de sa musette une petite phrase qui y touche vachement : « On a mis les poules et les poulettes au travail à la chaîne. Elles pondent comme des mitrailleuses. Rien de ce qui fait l'aliénation humaine ne sera épargné aux animaux de basse-cour. » Il y a aussi une chanson tirée d'un

poème de Nazim Hikmet, (« Le nuage amoureux », vous vous souvenez ?) et une autre d'après Victor Hugo. Et c'est pas triste !

On reste en Wallonie pour parler de **Champs 73**. Champs est un bourg situé dans les Ardennes belges, (magnifique région boisée, où il faut goûter l'inoubliable bière Orval, fabriquée artisanalement par des moines tout ce qu'il y a de plus écologiques) ; et c'est à Champs qu'eut lieu à l'été 1973 le 1^{er} festival de musique traditionnelle de Wallonie. Avec la participation des principaux musiciens folk du crû, soit nés eux-mêmes dans la tradition (comme Constant Charneux, nonante ans, qui joue des airs de danse sur un violon dont la caisse a été remplacée par une trompe), soit jeunes « revivalistes » qui ont appris la musique traditionnelle pour le pied. Ainsi, deux groupes à découvrir sur ce disque : les Pêleteüs et les Couloneux. En prime, un texte de Julos Beaucarne est reproduit sur la pochette, à propos de la francophonie et des Wallons, et vous allez apprendre des choses. Pour commander ce disque pas capitaliste pour deux ronds, il faut se débrouiller pour envoyer la somme ridicule de 200 francs belges au C.C.P. de Radio-Télévision-Culture : 000.0043167.02 à Liège, Palais des Congrès, avec la mention « Disque Champs 73 », sais-tu, une fois ?

Le prochain coup, des révélations sur les plus rock des musiciens folk français, j'ai nommé Malicorne et François Béranger, et notre grand débat national : peut-on jouer de la guitare électrique en se passant des centrales nucléaires ?

Jacques Vassal

SANTÉ

UNE MAGNIFIQUE REALISATION

...« Aujourd'hui, à ce procès, nous dénonçons les carences et les responsabilités de ceux qui ont pour mission de contrôler, de gérer, d'informer ; la démission générale des organismes d'État ou privés et des instances politiques élues, qui laissent s'installer des situations aussi scandaleuses, et nous citons par exemple : la Justice, la Sécurité sociale, la direction de l'Action Sanitaire et Sociale, le Conseil de l'Ordre des Médecins, le Conseil général, et nous en oublions certainement tant est serré le filet des institutions mises en place dont l'effet est de multiplier les pressions de tous ordres, compliquer le système, en faire une affaire de spécialistes, en bref, déposséder le citoyen de ce droit fondamental qui est de se prendre en charge et de contrôler ce qui est fait en son nom... »

Cette déclaration en forme de manifeste du « Comité Vérité-Justice » d'Annecy ouvrait, le 13 novembre, devant le Tribunal correctionnel d'Annecy, la première audience du procès en diffamation intenté par Albert et Paul Tourvieille de Labrouhe, propriétaires d'une clinique dans la banlieue annécienne, contre quinze des auteurs d'un dossier intitulé « Les scandales de la clinique d'Argonay ». Diffusé le 6 février dernier, ce tract en neuf pages entendait dénoncer les conditions financières, administratives, politiques et médicales dans lesquelles la clinique s'était implantée puis retrouvée « au bord de la faillite ». Pour cette dernière petite phrase notamment, les frères Tourvieille portaient plainte dès le 8 février. Deux semaines plus tard, la clinique privée d'Argonay fermait ses portes !

Le tribunal aura à juger sur la relation des faits dénoncés dans le dossier mais il est évident que la portée politique de la déclaration des quinze repré-

sentants du comité Vérité Justice dépasse largement les querelles de procédure habituelles en « diffamation » ; elle dépasse aussi le simple procès d'une gestion. Plus qu'un symbole d'une situation « haute-savoysarde » - qui serait caractérisée par une soudaine opulence, due en partie au tourisme - c'est le symbole d'une certaine hospitalisation privée que l'on peut retenir dans cette affaire. On comprend mal alors pourquoi les frères Tourvieille de Labrouhe se sont engagés dans un tel procès. Encore une fois il ne s'agit pas de faire le procès d'une faillite ; mais l'histoire même de leurs paris manqués est assez exemplaire.

L'expert-comptable de la Société anonyme « Le Brévent » (constituée à l'origine par un sanatorium converti en maison de santé et en centre de rééducation neurologique), dont les frères Tourvieille sont respectivement président et directeur, le dira à la barre : pour qu'un établissement aussi sophistiqué que la clinique d'Argonay soit rentable, il faudrait que les lits soient occupés à près de 90%. Or, la carte sanitaire qui prévoyait dès 1968 l'agrandissement et l'extension de l'hôpital en une troisième tranche, à Argonay précisément, ne permettait pas une telle anticipation. Cependant, malgré l'avis réservé de la Direction de l'Action Sanitaire et Sociale, le ministère de la Santé (c'est Boulin qui est ministre) accorde l'autorisation de construire ; neuf semaines seulement après la demande des Tourvieille ! « Nous avons été vraiment étonnés par la rapidité avec laquelle avait été donné l'accord ministériel » devait déclarer le maire d'Annecy. Cité par les frères Tourvieille, M^{re} Charles Bosson, en tant que président de la commission administrative de l'hôpital, s'était pourtant retrouvé à plusieurs reprises en opposition avec eux ; notamment sur le « désir de la

direction de la clinique et du corps médical de haute compétence d'assigner à la clinique le rôle d'un véritable hôpital privé » (discours du maire d'Argonay, président du Conseil général de la Haute-Savoie). C'est sur ce projet de convention (à passer avec un hôpital public) contenu dans la loi Boulin votée en décembre 1970, que comptaient les frères Tourvieille. Ils comptaient aussi sur la ligne téléphonique directe entre la clinique et la caserne de sapeurs-pompiers pour « héberger » les blessés de la future autoroute. Ils comptaient pareillement sur des prix de journée alignés sur ceux des hospices civils de Lyon. Les irrégularités s'accumulent dans l'histoire de la clinique privée d'Argonay : prêt exceptionnel de 450 millions d'A.F. du Crédit national, blocage des paiements de la Sécurité sociale et cessation de paiement des honoraires des médecins pour payer les fournisseurs. Cela devient plus grave lorsque les conditions de sécurité des malades ne sont pas remplies : personnel insuffisant ou peu qualifié (l'homme à tout faire de la clinique était à la fois coursier et responsable de l'alimentation en oxygène du service de réanimation). C'est un dossier solide, défendu par les propres médecins d'Argonay, que les frères Tourvieille voudraient voir condamné ; mais le scandale les a déjà débordés. Au-delà des actions en justice entamées pour les licenciements et les cessations de paiement, il reste que la plupart des gens ignorent encore que l'on peut investir dans la « tuberculose » ou dans le « blessé de la route » comme on investit dans le cassoulet en boîte. Mais ce n'est évidemment pas ce que le Tribunal correctionnel d'Annecy jugera le 13 décembre.

Monique Gironde

DE LA COUPE AUX LEVRES

« Il y a souvent loin de la coupe aux lèvres »

(Dicton populaire)



Dans cette chronique, il y a trois semaines, j'ai écrit que je tenais l'électro-nucléaire pour la plus minable des technologies. A charge d'apporter une série d'arguments à l'appui. Le triste bilan de Chinon 1 (1) constituait une première approche de la réalité. Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Pour les analyses « prospectives », pour les châteaux en Espagne de l'énergie de demain, on peut « leur » faire confiance : « ils » savent très bien manipuler les calculs théoriques et autres modèles mathématiques... Ce qu'ils aiment moins, c'est qu'on leur mette le nez sur la réalité, la triste, l'aberrante réalité construite par leur infantile désir de puissance...

Tiens, pour en finir avec Chinon 1. Un ami, ingénieur EDF, dans un dossier qu'il vient de me faire parvenir, s'est plu à souligner (d'un « Hénaurme » écrit en marge), cette information parue dans la revue EDF « Information - Équipement » :

« Question : Que fait-on des centrales nucléaires déclassées ? Le prix du démantèlement est-il important ? Est-il pris en compte dans le coût du kwh ?

Réponse de la Direction de l'Équipement : une procédure identique à celle de l'autorisation de création est nécessaire au déclassement d'une tranche nucléaire... La tranche 1 de Chinon a été arrêtée en avril 1973 et le combustible déchargé. Trois solutions sont envisagées pour son déclassement :

- confinement à une barrière... avec mise en hibernation pendant vingt à quarante ans ;

- confinement à deux barrières avec mise en hibernation pendant cent-vingt à cent-quarante ans (sic) ;

- démantèlement complet (étude en cours)

Le coût est estimé à cinq cent mille francs pour la première solution (compte tenu des problèmes de maintenance), et à dix fois plus pour la seconde. L'estimation du coût du démantèlement est en cours.

N'étant pas connu, le coût du déclassement n'a donc pas été pris en compte dans le coût du kwh nucléaire. Il faut toutefois noter que son incidence est limitée par le jeu de l'actualisation ; en effet, le coût du déclassement, après vingt cinq ans de fonctionnement, est réduit d'un facteur 10 s'il est ramené aux conditions économiques de l'année de mise en service ».

Je vous laisse apprécier.

Contribution à l'évaluation du bilan énergétique

Le Courrier de l'ATEN (Association Technique pour l'Énergie Nucléaire) du 1^{er} juin 74 donne les indications suivantes :

« La consommation en énergie électrique d'une usine de séparation isotopique est très largement fonction de la technique utilisée, la puissance nécessaire s'établissant approximativement comme suit :

- diffusion gazeuse : 300 MW par M. U.T.S./an.

- centrifugation : 30 à 35 MW par M. U.T.S./an ».

De deux choses l'une : ou bien vous recevez cette information dans ce qu'elle a d'immédiatement lisible (la diffusion gazeuse bouffe plus de courant que la centrifugation) et vous pouvez éventuellement gamberger (c'est dangereux pour personne) sur le choix des techniques... ou bien vous vous attélez à décrypter le message (ce qui passe par pas mal de choses) et ça a le mérite d'amener à y voir un peu plus clair. On va essayer - en vous faisant grâce des recherches et calculs intermédiaires - ce qui, de plus, n'est pas journalistique...

Préambule : L'uranium « combustible » privilégié des réacteurs nucléaires, dans sa forme naturelle ne contient que 0,7 % (soit 7 kg par tonne) de matière fissile (l'uranium 235). Pour l'utiliser dans la filière choisie en France, « l'eau légère », il faut l'enrichir. Par le procédé de la séparation isotopique, on peut l'amener à des taux d'enrichissement allant de 3-3,5% (combustibles pour réacteurs PWR ou BWR) à 95% (ça, c'est pour la bombe, et ça se fait à l'usine de Pierrelatte depuis pas mal d'années).

Jusqu'à présent, on achetait notre uranium enrichi (pour la Centrale de Chooz et certains réacteurs de recherche) aux U.S.A. on veut désormais se le faire nous-mêmes (avec quelques autres pays européens : Italie, Espagne et Belgique)... quand on aura construit l'usine ad-hoc : EURODIF, qui, comme son nom l'indique, fera appel au procédé de la diffusion gazeuse. Pour répondre à ses énormes besoins en énergie électrique, on prévoit 4 unités nucléaires de 900 MW chacune, à construire sur le site proche du Tricastin. 300 MW par M-UTS/an. Décryptage : on évalue à 300 millions de watts la puissance installée nécessaire pour obtenir un million d'unités de travail de séparation par an. Un million d'U.T.S. correspond à environ 270 tonnes d'uranium enrichi à 3% (2) 300 MW de puissance correspondent à une production d'électricité de quelques 2.700.000 MWH (en chiffres ronds), soit 2,7 milliards de kwh. Ramenons cela à l'unité : 1 tonne d'uranium enrichi « investit » donc 10 millions de kwh.

La production d'EURODIF est escomptée à 9 millions d'U.T.S. à l'horizon 81-83 (3). Un rapide calcul permet de voir que les 4

tranches du Tricastin, d'une production théorique (ô combien) de 20 milliards de kwh ne suffiront pas à l'appétit de l'usine de séparation. Ne soyez pas dans l'inquiétude : un document EDF relatif à l'extension du « parc » de Bugey spécifie que partie de la production des tranches 3 et 4 pourra être acheminée à cette destination.

Pour rester sur ce chapitre de la boulimie d'électricité de l'enrichissement un ami vient d'établir que l'usine militaire de Pierrelatte a consommé ces 7 dernières années une quantité d'électricité équivalente à la production cumulée de toutes les centrales nucléaires à ce jour (soit quelque 56 milliards de kwh). Une minute de silence, S.V.P. ...

Consommer ... pour produire (et vice-versa). Cette tonne de combustible - après pas mal d'opérations elles aussi consommatrices d'énergie - se trouve placée dans le cœur d'un réacteur à eau légère. Prenons le cas de Bugey 2, PWR de 940 MW, qui doit en principe fonctionner à partir de 1976 (donc en fait, encore à partir d'uranium enrichi made in U.S.A.). La liste des caractéristiques de ce réacteur indique une puissance spécifique moyenne de 38 kw (thermique) par kg d'uranium brûlé : la commission PEON a, en 1973, établi quel devrait être le comportement des centrales de la filière eau légère : fonctionnement effectif escompté à 3000 h la première année, 5000 h la seconde, et 6600 h les suivantes (pour une vie théorique de 20 ans). Afin de ne pas faire intervenir les recharges annuelles en combustible (de l'ordre de 25 tonnes pour un réacteur de 1000 MW), nous resterons dans le cadre de la première année de fonctionnement, avec une charge initiale de 70 tonnes environ.

Bugey 2 est susceptible de produire, par tonne de combustible, quelques 37600 MWH, en le créditant d'un rendement de 33% ce qui est une hypothèse généreuse. Cette production représente moins de 4 fois la mise, c'est-à-dire l'énergie pré-investie, et au seul chapitre de l'enrichissement.

Ce chiffre ne prétend en aucun cas rendre compte à lui seul du « bilan énergétique ». Il ne constitue qu'un élément d'une évaluation globale - qui reste à faire... Compte-tenu du cycle complet du combustible (de l'extraction du minerai au retraitement des combustibles irradiés, et à la gestion des déchets), on peut être sceptique sur le caractère positif de ce bilan...

Ce n'est pas une opinion personnelle. Voici quelques textes disant - ou tentant d'occulter la probabilité de cet aberrant constat.

En premier lieu, cette déclaration de P. Wyart, directeur de la production et du transport à l'EDF (4) :

« Le coût de l'unité de travail de séparation peut être mis sous la forme de la somme de trois termes : E, dépenses d'électricité ; I, charges de capital ; e, frais d'exploitation et d'entretien. Pour la diffusion gazeuse, E représente à peu près 50 % du total ; I, 40% ; e, 10%.

Sur E, peu d'aléas. C'est notre propre produit. Notre industrie est à rendement croissant avec les quantités distribuées et avec le temps, générateur de progrès techniques... Sans commentaires.

En septembre 1972, un journal suédois, ECO, répondant à un lecteur qui n'avait pas apprécié un article intitulé « Strip-tease nucléaire », écrivait ceci : « ECO n'a pas du tout dit, et n'essaierait pas de prétendre que l'enrichissement de l'uranium requiert autant d'énergie que celle que représente le combustible d'un réacteur. Pourtant, le gain d'énergie au bout du cycle du combustible nucléaire est de loin inférieur à un facteur de multiplication de 60!... Sans être en possession de données plus précises sur le vrai temps d'exposition du combustible (en d'autres termes, le « burn-up », ou taux de combustion, réel) il nous est difficile d'indiquer un chiffre exact du « gain » d'énergie. Les lecteurs qui désirent plus de détails pourraient écrire au professeur E.J. Hoffman (5) qui estime que la moitié du potentiel énergétique contenu dans le cycle du combustible doit servir à l'enrichissement du combustible, à l'exploitation des mines, au traitement du minerai... Ainsi, ECO ne trouve pas qu'il est évident que l'industrie nucléaire, dans son ensemble, se présente forcément comme un producteur excédentaire d'énergie ; si l'on aligne tout ce qu'on y met, y compris les subventions officielles et différents postes extérieurs (tels que la gestion des déchets radioactifs), on a la surprise de trouver des résultats douteux, en vérité un bilan final peu original pour une industrie aussi avide de capitaux ».

On ne saurait mieux dire. Mais on peut, si l'on s'y emploie activement, dire plus, pour convaincre d'imposture les promoteurs du tout nucléaire. Quand donc ceux qui savent vont-ils se décider à l'ouvrir ? Qu'ont-ils donc tant à perdre ?

Polémil

(1) voir la G.O. du mercredi 6 novembre.

(2) Donnée recueillie dans la récente brochure élaborée par le SNP-CEA (CFDF) : L'électronucléaire en France - 1. le dossier technique - Centrales et combustible - ISNP. CEA - CEN Saclay B.P. 2 91190 Gif sur Yvette.

(3) Les dates prévisionnelles varient selon « l'optimisme » des déclarants.

(4) A la réunion du comité de l'énergie nucléaire de l'UNIPED La Haye - 29 août 1973.

(5) Adresse : Natural Resources Research Institute - University of Wyoming, P.O. Box 3038, University Station, Laramie, Wyoming 82070.



LE TEMPS DU TOUT-EN-BOITES

*Du rayon de l'épicerie
à la confection familiale,
les conserves sont surtout ce qu'on en fait.
Ce qu'on les fait.*

« La ménagère devrait passer une demi-heure de moins devant sa TV et une demi-heure de plus dans sa cuisine. » C'est Roland Chevriot, président de « Nature et Progrès », qui s'exprime ainsi dans une interview au « Journal du Dimanche », (17 novembre 1974). Et la libération des femmes? D'accord, l'ère de la conserve et du prêt-à-bouffer n'a rien de très réjouissant. Le goût autant que la santé en souffrent à coup sûr. Mais tant que les femmes continueront à subir la double journée de travail (bureau ou usine plus le travail ménager), tant que les hommes refuseront de mettre la main à la pâte et le pied dans le plat, la bouffe en boîte a de beaux jours devant elle.

LA conserve a le vent en poupe. Taux de croissance de la consommation en France: 7,40% par an. Le chiffre d'affaires de l'industrie de la conserverie - 2^e rang au palmarès des industries agro-alimentaires - double tous les cinq ans. Deux femmes sur trois « avouent » recourir aux conserves au moins une fois par semaine, et une sur quatre aux surgelés. (Sondage IFOP, mai 1971.)

C'est que conserves, surgelés et plats préparés ont un avantage indiscutable: ils font gagner du temps. Dans notre société productiviste, chaque minute économisée vaut son pesant d'or. Et qu'y a-t-il de plus bête et antiéconomique que les instants gaspillés à faire la tarte aux pommes ou le gratin de pommes de terre? L'industrie alimentaire met fin à une situation anachronique. Elle nous décharge du souci de la préparation de la bouffe. Mais à quel prix?

Pour faire une purée format quatre personnes, il faut un kg de pommes de terre, 60 centimes, et un demi-litre de lait, 70 centimes. Si vous préférez recourir aux bons offices de Monsieur Mousseline ou Madame Parmentier, vous paierez le paquet de purée en poudre (125 g), 1,50 F, et il faut encore rajouter du lait. La belle affaire. Avec une prime discrète: l'adjonction d'antioxydants (BHA, BHT), dont l'innocuité n'est pas définitivement démontrée. Et au point de vue gastronomie, vous pouvez repasser...

Grâce aux progrès de l'hygiène, les cas de contamination microbienne des conserves sont aujourd'hui très rares. Mais la centralisation sans cesse croissante de l'industrie alimentaire « expose de vastes secteurs de la population à un danger potentiel dans le cas d'un incident de production, même unique ». Ce ne sont pas là les propos d'un

macrobiote irresponsable, mais une conclusion d'un rapport de la très officielle Académie Nationale des Sciences américaine. Les conserves sont stérilisées grâce à la chaleur. Nul besoin donc de conservateurs chimiques. Les industriels se rattrapent avec les autres additifs, particulièrement abondants dans les plats cuisinés. Parmi eux, le glutamate de sodium, interdit aux Etats-Unis car on le soupçonne d'être cancérigène.

La valeur nutritive des conserves suscite la polémique. Ce sont des aliments morts, accusent les « naturalistes ». Elles contiennent plus de vitamines que les produits frais, clament les fabricants. Comme de juste, la vérité est sans doute à mi-chemin entre les deux points de vue extrêmes. Une étude hollandaise sur des plats cuisinés en conserve conclut(1): pertes considérables en vitamine A, thiamine, niacine et acide pantothénique; baisse relative progressive de la qualité des protéines (sauf pour les haricots blancs); stabilité relative des teneurs en Vitamine E, B12, riboflavine, pyridoxine, acide folique, choline et inositol. Concrètement, si vous mangez beaucoup de conserves, agrémentez votre ration de pain complet (biologique dans toute la mesure du possible, car les pesticides se concentrent dans les couches externes du grain), produits laitiers et agrumes. Solution plus radicale: mangez moins de conserves. Dans tous les cas, plus une conserve vieillit, plus elle s'appauvrit en vitamines. Pourtant, le jour, le mois et l'année de fabrication des boîtes continuent à être exprimés dans un code chiffré incompréhensible. A quand la date en clair obligatoire(2)?

Les fraises en novembre, l'ananas (frais ou en boîte) dans le 14^e arrondissement, c'est pour sûr bien agréable. Mais pas du tout écologique. Car ce petit luxe coûte terriblement cher en énergie, tant pour le transport que pour la conservation. Mieux vaut dans toute la mesure du possible manger des aliments poussant pas trop loin de chez nous. Des aliments frais en abondance. Mais ne jetons pas la pierre en bloc sur toutes les conserves. Leur principe est fort judicieux. Combien de tonnes de fruits seraient stupidement gâchés si on n'en faisait pas des confitures? Regardons d'un œil critique les conserves industrielles. Les conserves artisanales sont souvent excellentes, qu'elles soient biologiques ou pas. Mais leur prix tend à en faire un luxe pour privilégiés.

Laurent Samuel

Systeme D

Laurent vous parle de la conserve, côté consommateurs: attention aux trucs X 327 bis et au code illisible. Certes.

Un peu de bon sens suffit: je sais ce que je mets dans ma boîte quand je la cuisine et ébullitionne moi-même, je ne sais pas ce qu'y met William Saurin, mais je m'en méfie. D'abord, ses épinards en boîte et les miens n'ont pas le même goût. Comme les miens, je les sais purs et na-tu-rels- (etc.), si les siens ne sont pas bons c'est qu'il y met quelque chose qu'il n'avoue pas. Pas besoin de sortir de polytechnique pour voir ça. De même que quand le patron vous fait bosser au-delà de vos forces, suffit de sentir pour gueuler. C'est ça la logique féminine. C'est de ça - refus du bon sens primaire par ces messieurs - qu'on va crever. Fin de la parenthèse.

Dans les familles qui possèdent de grands jardins, les étés sont haricots verts: bouillis, sautés, revenus, en cocotte, à l'ail et au persil, pas encore farcis, tout le monde, au bout d'un mois soupire « c'est pas la fin des haricots ». Eh non! ça dure au moins deux ou trois mois. La solution, avant de ne plus les voir en peinture, c'est de les conserver pour les périodes dures où règnent les féculents. On achète, à la saison, les denrées à bas prix. Comment conserver? Tout dépend des goûts. Bocaux ou boîtes de fer étamé. Je préfère les bocaux, pour tout. Seul inconvénient, il faut les garder de la lumière. Pour la chaleur, toutes les conserves la craignent. Le verre se garde et se réutilise, alors que la boîte de fer se jette et donne un « goût ». La boîte de fer nécessite une manutention double: on achète la boîte et on la remplit, puis on la reprend pour la faire sortir chez le vendeur, (quincailler ou autre, demandez à votre grand-mère). Le bocal de verre, lui, a deux présentations: celui avec rondelle en caoutchouc (je n'ai jamais pu en ouvrir un sans une pince, et souvent le caoutchouc se casse), et celui à double couvercle vissé. C'est simple, et l'ouverture plus aisée, surtout pour les gens comme moi qui se coincent toujours un doigt quelque part.

N'oubliez pas qu'une boîte ouverte après avoir été chauffée au bain-marie vous jette furieusement son contenu au visage dès que vous enfoncez l'ouvre-boîte de scout, bien connu. La boîte de fer coûte de 0,15 à 0,50 francs selon la taille. On la jette:

dix grosses boîtes de pâté, vous jetez une pièce de cinq balles.

Le bocal se conserve (sic...) A partir de 1 franc pièce, de plus en gros gros, de plus en plus cher, bien sûr, mais, si vous ne cassez pas la vaisselle après usage, il sera toujours là dans trente ans.

On peut tout mettre en conserve: j'ai fait des soupes, des légumes, des plats cuisinés. Les viandes, carré de porc ou rôti, sont délicieuses en bocal: les y mettre crues. N'assaisonnez que les plats qui demanderont un simple réchauffement. Ceux qui seront accommodés, conservez-les au naturel: à la dernière minute, ajoutez ail, persil, petits oignons, etc.

Les plats cuisinés ont juste besoin d'être commencés sur le feu, dans une cocotte ou à la poêle, la cuisson s'achèvera pendant la stérilisation.

La stérilisation peut elle aussi coûter peu: une vieille lessiveuse, une grande pierre plate dans le fond (pour que les bocaux ne soient pas directement sur le feu), et les bocaux dessus, plus ou moins garnis de vieux chiffons: il faut pas que ça ballote, et donc se brise, quand ça bouillira. Dessus, des cailloux pour que ça ne saute pas en l'air. Sous la lessiveuse, (fermée par son couvercle) un feu vif. Cherchez un vieux trépied, ou installez des briques en foyer dans un coin. Dessous, à brûler, du bois mort que l'on va ramasser dans les bois, sur le sol, (c'est permis quand ce n'est pas du bois coupé). Pour le temps de cuisson, que l'on compte à partir de l'ébullition c'est simple: demandez à votre voisine, ma mémoire défaille. De toute façon, passé le minimum nécessaire à la stérilisation, c'est question de goût.

Donc, pour les conserves, courez chez les voisins, la tante et la cousine: ça sera l'occasion de bavarder. Mettez tout le monde au boulot, achat, cueillette, mise en bocal, stérilisation, ça prend du temps.

Enfin, si votre bonhomme, comme d'habitude, refuse de s'y mettre, sachez que les bocaux existent pour une personne: vous savourerez, en hiver, vos champignons, face à lui et ses nouilles. La conserve, c'est aussi, quelquefois, la mise en boîte.

Laetitia Blars

(1) Bulletin d'Information du Laboratoire Coopératif d'Analyses et de Recherches, n°84, mai-juin 1972.

(2) Vous n'allez pas vous balader au supermarché ou à l'épicerie avec la « G.O. ». Alors on vous passe pas le fameux « code des conserves ». Ceux que ça intéresse peuvent commander le n°95 du Bulletin d'Information du Laboratoire Coopératif, 14, av. Louis-Roché, 92230 Gennevilliers. Prix: 4.50 F.

SUR LE TERRAIN



ENFANTS DE TROUPE D'AUJOURD'HUI, ST-CYRIENS DE DEMAIN, COLONELS DE L'AN 2000 !

Faut croire que ce slogan placardé à l'entrée de l'école des Enfants de Troupe d'Aix-en-Provence susciterait mieux les vocations que le désuet «Liberté-Égalité-Fraternité» du front de nos mairies, de nos communales et de nos prisons.

Les cortèges lugubres des Pupilles de la Nation aux monuments aux Morts ont disparu. Et avec eux, le recrutement - pour ainsi dire «naturel» - des écoles d'Enfants de Troupe. Aussi l'armée cherche à en améliorer l'image de marque en dépassant le malheureux «Si tu continues tes conneries, on te fout aux Enfants de Troupes», par le claironnant «L'armée vous donne un métier».

Des garçons de 11 ans sont placés là, soit par des administrations (pupilles du Travail ou de l'Assistance Publique) soit par la famille défaillante qui ne peut en assurer l'éducation : mère malade ou décédée, père absent ou débile, souvent gendarme, juteux, serre-patte ou sous-bite de carrière (l'imagination n'est pas leur fort, et d'ailleurs - sauf erreur - elle n'a jamais été considérée comme la force principale des armées !). Ce qui est indéniable, c'est qu'ici la scolarité est réellement gratuite. Si ce n'est qu'à 18 ans le jeune homme doit rembourser ses études ou signer un engagement de 5 ans, aux termes d'une loi datant de 1900. Choix bien formel : d'un côté une impossible réinsertion sociale, de l'autre l'école d'officiers ou de sous-officiers dont la formation militaire est doublée d'une soi-disant formation technique.

Le projet «pédagogique», c'est le dressage par la compétition, dans un cadre autoritaire, pour la préparation aux écoles militaires. La réalité de la méthode, c'est la domestication. On a relié dans la formule choc «Lycées-Casernes» des choses qui vues d'un peu plus près sont bien différentes, tant au niveau de la préparation à des métiers professionnels, qu'à l'origine sociale des élèves, et surtout dans le déroulement de la vie quotidienne : les moindres actes réglés sur un barème de sanctions (punitions récompenses), déplacements au pas, chansons, écran complet devant tout ce qui est extérieur à l'école, et en particulier nul contact avec les filles, d'où un effroyable sexisme régnant.

L'école des Enfants de Troupe est-elle un archaïsme que le technocratisme lyrique du Pouvoir giscardien supprimera en faisant ses comptes ? Ou bien ses formes violentes d'embrigadement et d'assujettissement sont-elles à prendre en compte et à analyser comme les signes du fonctionnement social présent ?

NUCLÉAIRE

● L'opinion publique espagnole était jusqu'à ces derniers temps entièrement favorable à la mise en place du programme nucléaire, mais, depuis le début de l'année, on voit se manifester divers courants d'opposition en provenance des milieux les plus divers - municipalités, syndicats de pêcheurs, collectivités locales. La plus récente manifestation d'hostilité est le fait de l'AEORMA, association pour la défense du milieu ambiant, dont le secrétaire général s'est prononcé récemment pour la constitution d'une commission chargée de peser le pour et le contre de la construction de centrales nucléaires dans le pays.

«Il est démontré qu'en acceptant l'énergie nucléaire, la société n'accepte pas de risques plus grands - bien au contraire - que ceux qu'elle a admis dans tout autre type d'installation», répond inévitablement le directeur général de l'Énergie pour répondre aux diverses critiques. Il développe alors une théorie de chiffres, la litanie des besoins et le dogme universel (fascistes, démocrates et socialistes tous unis) de l'Expansion. Tous les renseignements concernant la montée de la contestation nucléaire en Espagne - avec traductions, SVP - seront bienvenus à la G.O.

● Contre la centrale de St-Maurice l'Exil (Isère), le groupe écologique de Roussillon organise un film-débat avec participation de Ph. Lebreton, ven. 29 nov. à 20 h 30, Foyer Municipal de Roussillon. Renseignements : Gauché Dominique, 14 bis rue de Champanay 38550 Péage de Roussillon.

AVEC LES MOMES

● J'ai 23 ans, une petite fille de 16 mois et je vis seule. Combien de filles sont dans cette situation ? Dans le meilleur des cas, c'est le petit deux-pièces, huit heures de boulot, le gosse qu'on porte à la crèche en partant le matin et qu'on récupère vite le soir pour le voir une heure. Cette vie-là, j'en veux pas.

Mais si deux ou trois nanas décidaient de vivre ensemble avec leur gosse ? Ça pourrait être la fin de l'isolement, la possibilité, d'abord, de garder les gosses à la maison sans cette rupture foyer-crèche qui préfigure toutes les autres. Je peux trouver un grand appartement rapidement. Après, les possibilités sont ouvertes, on peut s'en sortir ! Pour me joindre, tél. à Catherine : 237.36.02.

● Le Centre d'Activités Educatives des Patriarches. Cette association, fondée en février 72, dispose d'un local de 300 m² avec jardin. Le centre accueille de 8 h du matin à 8 h du soir les enfants de 18 mois à 6 ans. Inscription : 50 F. 250 F par mois.

Le mercredi, le local est ouvert aux enfants plus âgés, des matériaux (argile, peinture, bois, outils...) sont mis à leur disposition.

La nourriture biologique est fournie par Bio-Coop (Rambouillet), coopérative assurant la liaison producteurs-consommateurs. La participation des parents à l'embellissement du local, à la vie avec les enfants, au succès de l'entreprise est appréciée dans la mesure où ils ne cassent pas les pieds des enfants.

C.A.E.P., 12, rue des Patriarches - 75005 Paris.

ANNONCES

● Journées d'études-rencontres de Nature et Vie - Lorient. Homéopathie, acupuncture, naturopathie, relaxation, respiration, jeûne, alimentation biologique. Les exposés seront suivis de séances publiques et travaux pratiques réalisés par de jeunes praticiens «parallèles».

Samedi 30 nov. et dimanche 1^{er} déc. Foyer des jeunes travailleurs, 83, rue Amiral Courbet, Lorient, Rens., Logement sur place, repas biologiques, écrire à Nature et Vie, 13, rue du Village, 56100 Lorient. Tél. (97) 64.26.57.

● Les Amis de la Terre de la Seine et Marne : soirée débat sur «La Qualité de la Vie», Vend. 29 nov. à 21 heures, salle des élections de Fontainebleau. Projection de film. Entrée gratuite.

● Le Groupe de Recherche et d'Action Non-violente du 5^e programme :

- 29 nov. à 20 h 30 : «Non-Violence et Socialisme» au centre St Yves, 15 rue Gay-Lussac (M^o Luxembourg).

- 5 déc. à 20 h 30 : «La Non-Violence dans l'Éducation» au local.

- 7 déc. de 14 h à 18 heures : «Portes ouvertes sur la Non-Violence», au local.

Permanence du groupe : tous les lundis de 18 h 30 à 21 heures. Adresse du local : 11 rue Jean de Beauvais, Paris 5^e. Tél. 325.16.47 (aux heures de permanence).

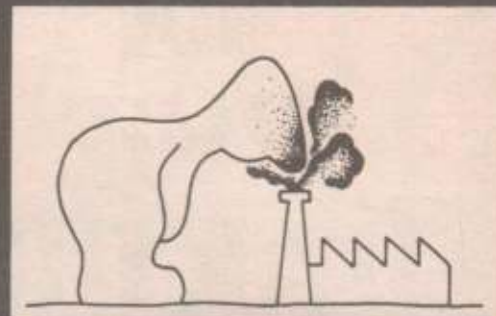
LA GUEULE OUVERTE

Fondateur : Pierre Fournier. - Rédacteur en chef : Isabelle. Secrétaire de rédaction : Martine Joly et Jean-Marc Bernard. Mise en page : Michel Chéné. - Rédaction : 331.17.93

Administration : Presses de la Boucherie 8, rue de Condé, 75006 - 033.47.02
Directeur de la publication : Michel Lévêque
Dépôt légal : 4^e trimestre 1974

Imprimerie « LES MARCHÉS DE FRANCE »
44, rue de l'Ermitage, 75020 PARIS

Distribution N.M.P.P.



SPANG



LA PAGE D'ARTHUR

Chômage au balcon... Mai 68 aux tisons



PAS besoin d'être coureur de fond pour suivre l'actualité. Elle se traîne, l'actualité, princesse languide que les beaux princes giscardiens ne parviennent plus à émouvoir. Pourtant ils ne mégotent pas leurs effets, nos princes : discours quotidiens du poisson-pilote Chirac sur l'aquarium téléviseur, effervescence parlementaire, règlements de comptes derrière les palissades de l'héritage gaulliste. Las ! Avec des moues de phthisique, la princesse actualité se meurt d'ennui. Le climat morose n'est pas fait pour la ranimer : privés de courrier, les gens signent des chèques aveugles dans l'insouciance désenchantée des fins de banquets. On verra bien. Un million de chômeurs, des grands pans d'économie qui s'écroulent, un président qui bringue au lieu de bosser, la gauche qui s'engueule au moment d'arriver au pouvoir, alors, vous pensez, un chèque sans provision !

■ Les baudets de la fable ont été désignés du doigt à l'opinion publique : ce sont les postiers. Le gouvernement a manœuvré dans l'huile : l'opinion publique est lasse, les syndicats ne tiennent plus leurs troupes. « Nous craignons que les jeunes grévistes des PTT puissent maintenant être tentés d'employer des types d'action de révolte individuelle » a déclaré Edmond Maire. Dans cette société trop bien encadrée, planifiée, où la « révolution de mai 68 » devient un spectacle de cinéma pour minets nostalgiques, la révolte individuelle est la dernière issue, l'ultime soupape. Tiendront-ils longtemps, les occitans des centres de tri parisiens ? Elle a un drôle d'assent, leur grève : volent viure al país. C'est une révolution ? Non, sire, c'est un dépaysement. Ils ne veulent pas d'argent, ils veulent du soleil. Envoyez-leur nos gardes mobiles du sud-ouest, ils se comprendront peut-être. Et pensez à me rappeler qu'il faudra créer le ministère des grèves ethnoculturelles.

■ « La lutte écologique se heurte aux lois qui gouvernent le système capitaliste : loi de l'accumulation élargie du capital, création d'une plus-value adéquate, du profit, nécessité de perpétuer le travail aliéné, l'exploitation... La logique écologique est la négation pure et simple de la logique capitaliste », écrivait Marcuse dans un numéro de juin 72 du *Nouvel Observateur*. Les faits lui donnent raison : la crise du capitalisme est une crise écologique. Ça n'empêche pas la gauche de relancer ses slogans : consommons

plus, travaillons plus, sauvons l'emploi, Concorde et Citroën, fleurons et chevrons du capitalisme nourricier. Les refrains de la gauche s'harmonisent avec les couplets de la droite. Les utopistes qui annonçaient (espéraient ?) La crise, sont qualifiés de « millénaristes frileux », petits oisillons de malheur. Grosse offensive en ce moment contre Illich et Marcuse, dernières têtes de turcs de la gauche d'avant-guerre qui leur passe un de ces savons ! « Dans le cocktail marcusien, on trouve beaucoup d'esprit millénariste, un peu de marxisme, un peu de rousseauisme, une dose non négligeable de naïveté et, pour terminer, pas mal de démagogie ». Qui est l'auteur de ces lignes ? Giscard ? Chirac ? Ceyrac ? Non, c'est Martinet, l'idéologue du PS bien connu, qui dans son dernier livre (1) s'attaque furieusement à la « nouvelle gauche », faute sans doute de pouvoir la récupérer comme les autres, celles qu'il dissèque depuis vingt ans, à l'ombre des nouveaux obs en fleurs. Et oui, mon bon Martinet, la roue tourne. Mitterrand, Guy Mollet, Rocard, ça fait plus bander la jeunesse, faut t'y faire.

■ L'utopie en prend un vieux coup, ces temps. On devine bien que c'est la seule alternative à la crise : une société sans Chirac, sans ONU et sans Martinet. Le vide quoi ! Alors les forces du passé s'extirpent des poubelles où l'histoire les enfouit, s'époussètent, se forcent à un sourire crispé, et parlent : « alors, voici ce qu'il faut faire ». Mais on dirait que le public n'écoute plus, comme s'il se foutait de l'avenir du capitalisme ou de sa variante social-démocrate. Il sent bien que c'est une crise de surface, un simple problème de recyclage du système : avec le décalage réglementaire sur les États-Unis les mêmes questions se posent. Le système préférera payer un ou deux millions de chômeurs à rien foutre (mais à consommer) que risquer un changement de régime. D'ailleurs, le productivisme survit très bien à ce genre de crise : 20 % d'absentéisme ouvrier en Italie où le gouvernement lui aussi est absent un mois sur deux, trois jours de travail par semaine en Angleterre et personne n'en meurt. Les chômeurs seront subventionnés par les progrès de la productivité et l'essor de nos exportations (armes, centrales nucléaires). Et si vraiment c'est le bordel, la social-démocratie à l'allemande remettra tout le monde au turbin, nationalisera Matra, Dassault et Elf-Erap, et

le capitalisme « socialisé » repartira de plus belle. L'heure des choix véritables, utopistes, sera remise à demain.

■ « La crise de l'énergie que nous connaissons aujourd'hui n'est après tout que le second signal d'alarme. Après celle de mai 68, il y en aura d'autres. La question est de savoir si elles seront relativement limitées et si nous y survivrons sans trop de catastrophes, ou si, à la limite, — et somme toute ce n'est pas l'hypothèse la plus épouvantable —, cela n'annoncera pas le déclin de l'Occident dans sa totalité et son relais par d'autres continents, d'autres races. Tout compte fait, il n'est pas nécessaire à l'équilibre de l'espèce humaine que ce soit toujours les blancs qui soient en tête du peloton. Il pourrait bien arriver que des gens plus patients, que nous, plus modestes que nous, plus frustes que nous, prennent notre relais et conduisent l'industrialisation et le progrès humain par d'autres voies plus raisonnables que la nôtre, et que nous nous trouvions dans la situation de l'empire romain au III^e siècle, en plein décadence. Dans cette perspective, vous voyez quelles sont mes références : la référence productiviste est plutôt une référence type communisme russe, alors que la référence d'un socialisme égalitaire, décentralisé et frugal est plutôt la référence chinoise. Ce n'est pas par hasard que la Chine jouit d'un prestige immense dans le Tiers-Monde : c'est parce qu'elle offre véritablement un schéma alternatif de croissance pour l'ensemble de la planète, un type de civilisation qui peut prétendre à l'universalité. Et il n'est pas vrai que nous, pays surdéveloppés, nous n'ayons rien à en retirer. Mais il faut comprendre que l'idéologie de la croissance est une absurdité. Il se trouve malheureusement que cette idéologie de la croissance est partagée par une grande partie du mouvement socialiste à prédominance soviétique et par une partie des syndicats ouvriers à prédominance CGT... »

Ce langage démobilisateur et millénariste est celui de Louis Puiseux, technofuturologue au service de l'EDF. (dans le bulletin du syndicat CFDT « études et recherches » de l'EDF). Puiseux est-il de droite ou de gauche ? Faudra que je demande aux experts. Est-ce un ancien curé comme Illich ? Ma paroisse me renseignera. Est-il au service de Mao ou à celui de Giscard ? L'avenir le dira. En attendant, et si Puiseux est prophète en son pays, saluons avec effusion la reconversion de l'EDF, service public

frugal en lutte contre la croissance capitaliste. Plus de centrales nucléaires, des éoliennes. Plus d'occident pillé du tiers-monde et fournisseur de bombes atomiques, mais un socialisme autarcique et décentralisé. Plus de centrales syndicales, des communautés auto-gérées. Le fascisme électro-nucléaire ne passera pas ! On ne remerciera jamais assez Puiseux de venir en aide aux écologistes en dénonçant la boulimie de kilowatts de la maison qui l'emploie. Au dernier congrès de Nature et Progrès, on entendait, pendant le forum nucléaire, un vieux cadre bien mis pester contre les orateurs : « faux, pas vrai, hi-hi, menteurs... ». A la fin, il nous indisposait, on l'invite à prendre le micro. Il hésitait, le mec. Il était l'adjoint de Boiteux, à l'EDF. Une fois à la tribune, on s'attendait à un plaidoyer émouvant pour le nucléaire, que dalle, le voilà qui bafouille, perd ses arguments. Tout ce qu'il a trouvé, c'est : « si le public veut de l'électricité, le nucléaire la lui donnera ». On pourrait chipoter aussi sur ce point, mais passons. Qui a décidé que la consommation d'électricité devait doubler tous les dix ans ? Le public est-il informé des choix et des enjeux ? Comment ça s'appelle, un régime où la vie quotidienne des citoyens et l'avenir des générations est entre les mains d'une douzaine d'experts ? Ça s'appelle le fascisme, eh oui ! Question à Mitterrand : que fera-t-il de l'EDF et du nucléaire quand il sera au pouvoir ? Il nationalisera ? C'est déjà fait. On attend les réponses, peut-être pas avec anxiété, mais avec curiosité, certes. □ Concluons sur une dernière minute réjouissante : l'occident lâche Israël. Il y a 27 ans, l'occident avait délesté sa conscience nazi-nauséuse en vidant la Palestine de ses habitants — des arabes pouilleux — pour y créer, ex nihilo, l'État juif. Une bonne chose de faite. Mais voilà-t-y-pas que les arabes pouilleux deviennent d'honorables et riches émirs. Du coup les droits sacrés du peuple palestinien sont reconnus, le scandale des camps de réfugiés dénoncé. Notre humanisme libéral ne pouvait plus tolérer ça, surtout en faisant le plein. Virage à 180° : Israël n'existe plus, rayé de la carte diplomatique.

Comme on se sent fiers d'être civilisés !

Arthur

(1) « L'avenir depuis vingt ans », 29 F. Stock.